

LA SURVIE DU PETIT CULTIVATEUR ET L'AGRICULTURE
TRADITIONNELLE EN FRANCE: LE CONFLIT ENTRE L'HÉRITAGE ET
L'EFFICACITÉ

THE SURVIVAL OF THE SMALL FARMER AND TRADITIONAL
AGRICULTURE IN FRANCE: THE CONFLICT BETWEEN HERITAGE AND
EFFICIENCY

A Thesis
Presented to
The Honors Tutorial College
Ohio University

In Partial Fulfillment
of the Requirements for Graduation
from the Honors Tutorial College
with the degree of
Bachelor of Arts in French

By
James Robert Schrickel
May 2014

This thesis has been approved by
The Honors Tutorial College and the Department of Modern Languages

Dr. Lois Vines
Professor, Modern Languages
Thesis Advisor and French Director of Studies

Dr. Jeremy Webster
Dean, Honors Tutorial College

Table des matières

Table des matières.....	1
Introduction.....	2
Chapitre 1 La Naissance du mouvement écologique.....	7
La loi sur l'eau et la taxe pigouvienne, une écotaxe.....	9
Les manifestations des agriculteurs.....	13
Les partis verts français.....	15
Chapitre 2 La Confédération Paysanne (CP), La Fédération Nationale des Syndicats Agricoles (FNSEA), l'alimentaire et José Bové.....	19
Le problème du protectionnisme et de la « gastronomie industrialisée ».....	19
José Bové, héros français.....	23
L'opposition des objectifs des deux syndicats agricoles : la Fédération Nationale des Syndicats Agricoles et la Confédération Paysanne.....	25
Chapitre 3 Les problèmes des petites propriétaires.....	30
Les subventions agricoles : au-delà des mains des paysans.....	31
L'Avantage des grandes exploitations : les grandes fermes minimise les coûts.....	33
Chapitre 4 L'Union Européenne et la Politique agricole commune (PAC).....	36
Le deuxième pilier de la PAC et la multifonctionnalité.....	37
La Réforme de la PAC en 2013.....	41
Chapitre 5 L'abandon du modèle agricole paysan en France.....	44
L'agriculture industrialisée : un conflit avec les valeurs françaises.....	44
L'agriculture post-industrialisée : une progression actuelle.....	46
La croissance des grandes exploitations.....	48
Conclusion.....	52
Références Bibliographiques.....	55
English Abstract.....	59

Introduction

Pendant que les communautés rurales se trouvent de plus en plus poussées vers l'urbanisation, les paysans français s'accrochent à leurs propriétés et à leur héritage. L'agriculture mécanisée, alimentée par un haut taux d'investissement et des développements technologiques, remplace le besoin du travail manuel à la campagne pendant que les méthodes productivistes augment brusquement la réserve des produits agricoles aux niveaux excessifs, font baisser les prix, et saisissent la part de marché. Bien que les grandes corporations agroalimentaires en France soient mieux régulées que celles dans d'autres pays tels que les Etats-Unis, la législation au niveau national et au niveau européen favorisent les opérations agricoles plus efficaces au dépens des petites fermes traditionnelles. Cette thèse part en exploration des chances de réussite de redynamiser les communautés rurales durables en France, et les bénéfices atteignables si l'on soutient des méthodes de culture traditionnelles et moins intensives.

Se retrouvant confronté aux forces ascendantes de la mondialisation et le capitalisme, la nature même de l'industrie agricole arrive à un moment décisif. Les partisans convainçants de l'agriculture industrialisée contrôlent mieux la progression de l'industrie actuellement. En utilisant les organismes génétiquement modifiés (OGMs) pour produire les récoltes augmentées qui résistent mieux aux nuisibles, en employant des antibiotiques et les hormones sur le bétail, et en adoptant une perspective myope en ce qui concerne les pratiques néfastes qui dégradent l'environnement, ces fermes à grande échelle recherchent des marchés fructueux et les hauts taux de production. Leur rhétorique simplifiée et facilement comprise était

persuasive parmi le public depuis des décennies. Les grandes corporations agroalimentaires affirment que les hauts niveaux de productions réalisables en profitant de l'innovation technologique sont nécessaires pour soutenir la population mondiale qui explose. En produire plus sur moins de terre est plus qu'une entreprise rentable; c'est une progression inévitable et naturelle. Les ressources financières énormes de ces corporations leur permettent de projeter leurs vœux par le lobbying en combattant la législation anti-productiviste, et elles cimentent leur position aux secteurs agricoles des pays développés.

Le contraire est soutenu par les petits propriétaires dans l'industrie agricole : les cultivateurs provinciaux qui avaient typiquement hérité l'agriculture comme profession. Les propriétaires indépendants, avec les fermes d'une taille moyenne de 56 hectares, font face à la pression économique des opérations qui sont beaucoup plus grandes que les leurs. Bien que leurs méthodes soient beaucoup moins efficaces, nécessitent le travail manuel plus intensif, et entraînent moins de récoltes, les partisans du retour au modèle « traditionnel » de l'agriculture suggèrent que le productivisme ne devrait pas être le but primaire de l'industrie. En effet, ils soutiennent que le productivisme ait beaucoup d'effets négatifs à long-terme tels que le déplacement d'une classe sociale de longue date, la désertification des communautés rurales, l'appauvrissement des agriculteurs du tiers-monde qui sont incapables de se battre contre des imports bon marché, et la destruction de l'intégrité de la gastronomie.

Aujourd'hui cette bataille fait rage en France, où la cuisine régionale est une attirance de haute importance de l'industrie touristique en tant qu'un élément essentiel

de la culture et de l'identité française. Le syndicat productiviste puissant en France, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) jouait d'un haut niveau d'influence dans la législation qui concerne l'agriculture dès sa naissance en 1946. Cependant, à la lumière des soucis récents à propos de la durabilité et les effets à long-terme des méthodes productivistes, alimentés surtout par le mouvement écologique, le soutien du public français d'une vision de l'agriculture locale, traditionnelle, et peut-être idéalisée pourraient accroître. José Bové, député au Parlement européen, est au centre de ce mouvement comme partisan principal.

Les arguments de Bové contre l'agriculture industrialisée dépassent les questions de santé et de la qualité de l'environnement, qui sont contestés à l'Organisation mondiale de commerce (OMC) et à l'Union Européenne (UE). Bové s'oppose à l'envahissement de ce qu'il appelle la malbouffe qui déborde récemment les marchés français et menace leur identité culinaire et donc leur identité culturelle. Cette position, cette question de goût essentiellement, ne peut pas être défendue par les savants qui peuvent faire des appels à l'OMC. Le cultivateur français se trouve comme spécialiste en ce qui concerne la gastronomie française en manque d'autres experts. Bien que la résistance à l'arrivée du fastfood étranger au nom de la préservation de l'héritage culturel ne soit pas une raison adéquate pour justifier la législation protective, elle inspire l'intérêt du public. La Confédération Paysanne (CP), syndicat des petits agriculteurs qui soutiennent les méthodes conservatives et traditionnelles, représente ces petits propriétaires qui veulent maintenir la culture française.

Comme alternatif au modèle de l'agriculture industrialisée, Bové propose une agriculture soutenue par une classe des cultivateurs qui habitent à la campagne revigorée par leur présence. Une menace cyclique à cette classe-là est posée par l'agriculture industrialisée qui déplace la main-d'œuvre. L'exode des déplacés diminue la quantité et la qualité des services aux régions rurales qui encouragent à son tour plus d'exode aux villes. Bien que la prospérité et surtout l'efficacité soient renforcées dans quelques parts de l'économie par les méthodes productivistes, les communautés rurales durables et autonomes devraient être poursuivies pour les avantages multifonctionnels qu'ils offrent à la société. Hormis empêcher les conséquences imprévisibles de l'agriculture intensive et préserver l'héritage culturel de la France, la présence des communautés rurales fortes offre des bénéfices sociaux, économiques, et environnementaux uniques qui fortifient la société à long terme.

Ma thèse examine comment la connaissance publique des coûts et des bénéfices des méthodes productivistes a été inspirée par le mouvement écologique, et comment une partie de la large base du mouvement commence à soutenir l'agriculteur traditionnel. Les buts adverses des syndicats agricoles majeurs sont analysés afin de déterminer comment ils menacent ou soutiennent la population rurale. L'attention particulière sera attribuée au cas de José Bové comme dirigeant du mouvement paysan et challenger à l'agriculture industrialisée. La concentration des terres arables en France aux mains d'une minorité de grandes corporations agroalimentaires est examinée à côté des avantages innés des grandes fermes et la législation qui faciliteraient cette transition. La législation la plus importante est la Politique Agricole

Commune (PAC) de l'UE qui décernait historiquement une quantité disproportionnée des subventions aux grandes opérations productivistes au dépens de la petite classe des propriétaires indépendants. Finalement, le concept de la communauté rurale multifonctionnelle est expliqué, et la législation actuelle qui renforce les sociétés rurales est analysée pour déterminer comment elle peut être améliorée.

En examinant ces facteurs, la durabilité et le retour possible des communautés rurales et la classe de cultivateurs de France seront évalués. Bien qu'il y ait une plus grande emphase mise sur le soutien du développement rural, je ne conclus que la préoccupation du public sur la qualité environnementale en combinaison avec la position bien établie des grandes fermes industrialisées empêcheront le développement d'une population rurale bien défensable.

Chapitre 1

La Naissance du mouvement écologique

La présence des organisations écologiques en France est un phénomène assez récent. Les activités les plus nocives actuellement sont le résultat de l'industrialisation, qui est elle-même un assez jeune phénomène. De plus, il a fallu la technologie moderne pour observer les mauvais effets les plus subtils que ces industries faisaient à l'environnement, et sans ce savoir un mouvement écologique n'aurait jamais pu naître. Il y a des lois qui datent de très loin dans le passé qui ont l'air de bénéficier l'environnement, mais il est peu probable que ce fût le but principal. Bien que le gouvernement ait voté des lois qui progressaient la préservation et qui interdisaient la pollution, il y avait toujours une raison peu évidente. La renaissance du romantisme de la nature au milieu du dix-neuvième siècle serait l'étincelle qui inspirerait l'activisme concret pour protéger le paysage.

Les premiers pas vers l'écologie et la préservation en France ont été pris il y a des siècles. L'Edit de Moulins (1566) a été voté sous l'Ancien Régime qui voulait préserver l'environnement naturel. Il a défini les biens publics, spécifiquement les ressources naturelles, et les protégeait des Français qui, autrement, les auraient trop consommées. Le Droit de Foresterie a été voté à la même époque pour protéger les forêts contre la population qui grandissait vite pendant le seizième siècle. Le militaire était dépendant du bois pour construire les navires; le gouvernement protégeait

l'environnement parce qu'il voulait utiliser ses ressources lui-même (Duclos, Smadja, 135).

Les premières lois qui régulaient la pollution dans les villes existaient bien avant la Révolution Industrielle. Pendant le quatorzième siècle le Comité de Paris a remarqué le mauvais effet que les tanneries avaient sur l'eau et les maladies qu'elles causaient. Cependant, il n'y avait aucune régulation sur la pollution avant 1810. Le décret du 18 octobre 1810 a enfin limité la liberté des industries qui pouvaient faire mal aux citoyens urbains. Il a déclaré que toute activité qui pourrait être même considérée dangereuse ou nocive au public devait être présentée et officiellement approuvée.

Cette loi effectivement a éloigné les pauvres de la bourgeoisie. Le plus nocif que l'industrie soit considéré, le plus éloigné il ait dû être de la ville de Paris. Le décret voulait protéger les gens des explosions et des vapeurs toxiques. Mais quand les industries se sont éloignées de la ville, les ouvriers ont dû les suivre. Cette émigration a amélioré la qualité de vie de la bourgeoisie, qui pouvait vivre dans les zones plus sanitaires et moins peuplées. En contraste, ceux qui travaillaient dans ces industries nocives n'ont reçu aucune protection. Les lieux de travail n'avaient pas encore de standards de sécurité et les inspecteurs ne s'en inquiétaient pas. L'incapacité des inspecteurs de recueillir les amendes a rendu toutes leurs décisions complètement insignifiantes (Duclos, Smadja 135).

Au milieu du dix-neuvième siècle, la bourgeoisie et la haute classe ont commencé à s'intéresser à la nature (plutôt dans un sens romantique et non pas écologique). Elles ont été inspirées par les fêtes champêtres, et par la littérature de Rousseau. Cette période d'industrialisation et de changements rapides a rendu quelques Français nostalgiques pour le temps où le paysage, l'étendue sauvage, et leur culture, étaient plus proches (Duclos, Smadja 135). Ces sentiments se sont manifestés dans l'art dont le sujet était les scènes bucoliques et les oiseaux, mais personne n'a jamais essayé d'organiser un groupe d'activisme.

La loi sur l'eau et la taxe pigouvienne, une écotaxe

Il est surprenant que les premiers activistes n'appartiennent pas à la haute société, qui regardait passivement l'étendue sauvage qui se réduit. Après la Seconde Guerre Mondiale, deux types de personnes ont été les premiers à exprimer leurs soucis en ce qui concerne la pollution : les savants et les pêcheurs. Parmi les savants était Jean Dorst, auteur de *Avant que nature se meure* (1965), qui deviendrait un livre très influent pendant les années 1960. Les pêcheurs étaient nombreux à l'époque (à peu près 6 million) et leur industrie a commencé à être menacée par la pollution des rivières (Duclos, Smadja 136). L'eau est capable de propager rapidement les contaminants, et la vie aquatique est très susceptible de tels changements.

En réponse à ces inquiétudes qui ont été publiées dans les journaux en 1963, le gouvernement national a voté la loi sur l'eau. Elle a créé six agences de bassins

indépendantes et divisées par région. Bien qu'il y eût un comité central qui donnait des conseils et assurait la cohésion entre les agences, chaque agence s'occupait de tout : la collecte des fonds, les projets, la surveillance de la qualité de l'eau, etc. La diminution de la pollution était le plus grand but, et les agences de bassins utilisaient les encouragements économiques pour y arriver. Selon le PPP (principal pollueur paie) il taxait les pollueurs et l'argent était distribué aux organisations qui amélioreraient la qualité de l'eau. Ce programme décentralisé a bien marché parce que les agences étaient plus ou moins résistantes au lobbying, et à l'immobilisation de la législation qui arrive souvent aux niveaux plus hauts dans le gouvernement.

La politique du PPP essaye d'incorporer le prix de la pollution, les externalités négatives, dans les estimations des coûts des usines (fig. 1). Quand on veut maximiser le bénéfice d'une production, on produit les unités jusqu'à ce que le coût marginal égale le revenu marginal. Si elles ne sont pas obligées de payer le prix des dommages, qui sont des externalités négatives, les usines estiment le coût de produire chaque unité selon la ligne « coût marginal privé. » Elles ne pensent pas aux dommages qu'elles passent à la société, et elles produisent jusqu'à l'équilibre entre E1 et le prix P1. Avec la loi sur l'eau de 1964, les usines sont devenues désormais responsables de payer le prix des réparations aux dommages externes desquels ils ne s'occupaient pas auparavant. Donc, chaque unité coûte plus cher parce qu'elles sont devenues responsables des coûts sociaux. Le coût marginal augmente au « coût marginal social » et le nouvel équilibre devient E2, la quantité produit diminue, et le prix

augment à P2. Ce type de taxe s'appelle une taxe pigouvienne, étant développée par l'économiste Arthur Pigou en 1920.

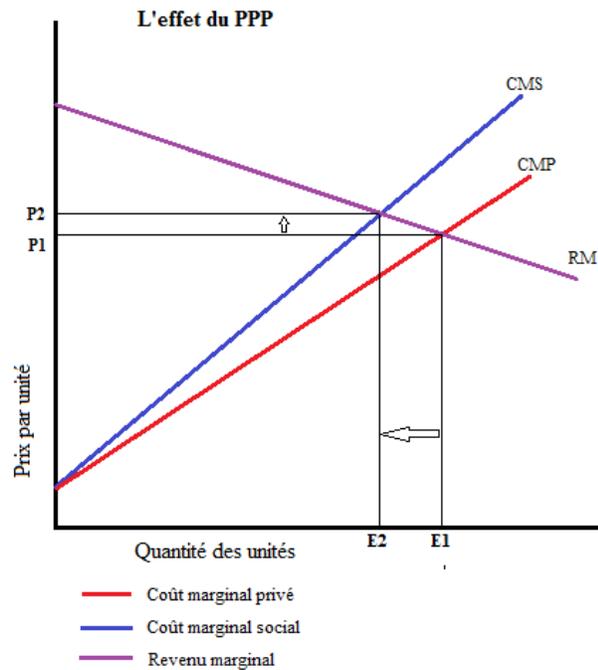


Fig. 1

Le manque de conformité aux réglementations des usines est difficile d'estimer. Le prix de la surveillance est un autre désavantage de ce type de régulation. Les agences de bassins, qui agissaient sous le comité central, étaient peut-être plus efficaces grâce à leur capacité d'agir indépendamment. Mais cette spécialisation coûte cher parce qu'il fallait maintenir chaque agence au lieu d'une seule.

La taxe pigouvienne est un encouragement économique qui permet beaucoup de flexibilité aux usines qui polluent. Il leur offre un choix : soit elles peuvent diminuent la pollution, soit elles peuvent polluer et payer les dommages et intérêts. C'est une des plus grandes forces de ce type de politique. Par exemple, s'il coûtait

plus cher de diminuer la pollution que de payer les frais pour nettoyer la pollution, les usines pourraient décider de polluer et payer. Le contraire, les réglementations qui limitent la quantité de pollution permise, pourrait forcer les usines à produire une quantité qui est au-dessous de celle qui est optimale pour l'économie. Aussi la loi sur l'eau a-t-elle réduit au maximum les coûts de mise en conformité et estime mieux le coût de production tout en ne pas empêchant l'activité économique.

En réduisant la production et augmentant le cout de production, les réglementations réduisent le nombre des firmes dans une économie. La compétition devient plus agressive et celles qui sont incapables d'opérer selon les nouveaux constraints fermeront à long terme. Les taxes pigouviennes encouragent l'utilisation efficace des ressources et le développement et l'innovation des technologies qui réduisent les émissions, donc elles sont bénéfiques à la société en général.

Cependant, il y a deux problèmes associés à ces taxes. D'abord, elles ne tiennent pas compte de l'égalité des richesses et de la part des marchés. Les grandes firmes sont naturellement mieux capables de s'adapter aux nouvelles circonstances, étant mieux financées et souvent mieux gérées. Cela provoque une diminution de la quantité des petites firmes plutôt que les grandes, et cette première peut être acquise par les grandes, ou mise en faillite. En outre, l'avantage relatif des grandes organisations est plus grand à cause de leur capacité d'innover et de développer les nouvelles technologies. Bref, la qualité et la tradition doivent être sacrifiées en quête des bénéfices, mais au nom d'un environnement plus pur et une industrie plus efficace. La France utilise ce type de politique depuis les années 1960.

Les manifestations des agriculteurs

Les agriculteurs n'acceptent pas ce favoritisme envers les corporations agroalimentaires silencieusement. Plusieurs grandes manifestations ont explosé en réponse aux nouvelles taxes, aux changements à la distribution des subventions, et pour faire penser aux Français aux changements qui se déroulent actuellement aux sources de leur nourriture.

Le 23 mai 2013, Jeunes Agriculteurs, un syndicat français, a apporté 8000 enclos de terres et 150,000 plantes aux Champs Elysées, avec des bovins. En travers de plus qu'un kilomètre ces manifestants ont dressé la route célèbre en la flore naturelle de la France, représentant la biodiversité du pays, et visaient à la déguiser en ferme. On a offert les spécialités régionales et la manifestation a accueilli envers deux million de personne (Davies).

Les investisseurs privés ont payé €4,2 million pour cette manifestation de deux jours. Etant en réponse aux coûts de productions montantes et les prix qui tombent des produits agricoles, les manifestants voulaient promouvoir leur profession et faire entendre leur voix qui est souvent oubliée à Paris.

En août 2013, les éleveurs volailles écrasaient 100,000 œufs chaque jour devant un bureau de taxe à Carhaix-Plouguer en Bretagne au nord-ouest de la France. Ça s'élève à 5% de la production quotidienne de la région. Ils voulaient couper la réserve pour faire baisser le prix en réponse aux nouvelles taxes de l'Union Européenne (UE). La directive à laquelle ils répondaient a augmenté le coût de

production en obligeant aux agriculteurs d'élever les poules en cages enrichies de plus d'espace. Les agriculteurs disent qu'on est payé €0,75 pour un kilo d'œufs, mais avec la taxe il leur coûte €0,95 pour en produire autant (« French Farmers Smash Eggs »).

Une autre manifestation des agriculteurs est arrivée en novembre 2013 quand les agriculteurs avec des tracteurs ont bloqué les grandes routes à l'extérieur de Paris qui mènent en ville pour protester les taxes qui augmentaient et les changements aux subventions. La colère des agriculteurs en Ile-de-France a été incitée par une levée à une taxe sur la cargaison qui, selon les syndicats agroalimentaires, coûtera des milles d'emploi. Cette écotaxe rendrait les agriculteurs français désavantagés en comparaison aux autres agriculteurs européens parce que la taxe ne vient pas d'une directive de l'UE. Un pompier est mort et six personnes ont été blessées à cause des accidents de voiture liés à la manifestation (Sage).

Enfin, les agriculteurs de la Confédération Paysanne (CP) se sont manifestés au Louvre le 28 mars 2014. Quelques douzaines d'agriculteurs ont envahi la pyramide en verre célèbre, un des attraits touristiques les plus connus en France, avec un troupeau de moutons. Il n'y avait pas d'arrêts à cette manifestation pacifique qui s'est opposée aux changements des subventions de la Politique Agricole Commune (PAC) qui bénéficieront les grandes corporations agroalimentaires aux dépens des petits propriétaires (« French Farmers Protest by Herding »).



Les moutons de la Confédération Paysanne devant le Louvre en mai 2014
(Source: Metronews France, 2014)

Ces tentatives des agriculteurs montrent un nouveau niveau d'organisation.

Étant mobilisés, organisés, et enfin financés, ils ont pu commencer à éduquer le public de leur lutte. L'image de l'agriculteur comme noble et notamment comme Français rend le public sympathique à leur cause.

Les partis verts français

Pendant les années 1970, beaucoup d'écologistes devenaient découragés par leurs échecs en ce qui concerne la politique nucléaire. En plus, les organisations avaient du mal à s'entendre et leur force était limitée à cause de la législation qui limite l'ampleur du lobbying. L'écologie était bien estimée par les Français, même s'ils n'étaient pas militants eux-mêmes. Évidemment ce soutien, général et encore peu défini, pourrait bien traduire à la politique et exploité (Szarka, 49). Cependant le gouvernement était dominé par une coalition de Rassemblement pour la République (RPR) et l'Union pour la démocratie française (UDF) droite et le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste française (PCF) gauche.

Les premiers partis « verts » ne naîtraient pas avant les années 1980. Après la déconvenue du ministère de l'environnement, les Amis de la Terre ont soumis quelques candidats aux élections en 1973, mais sans succès substantif. Quand le quadrille bipolaire mentionné ci-dessus commençait à perdre sa domination du système, parce que les Français en devenaient de plus en plus désillusionnés, la France était sur le chemin du multipartisme auquel les nouveaux partis auraient accès (Szarka, 49). Bien que la plupart des partis écologiques s'identifient à la gauche, il y en avait ceux qui étaient plus proches à la droite et encore ceux qui se proclamaient neutres. Dans la section suivante on va examiner quatre partis politiques différents.

Les Verts, confédération écologiste — parti écologiste a été créé en 1984, et ils sont aujourd'hui les plus connus en France. Comme son nom le suggère, ils étaient une confédération de plusieurs organisations écologistes. Sa formation était difficile à cause de la répugnance générale des écologistes de s'engager dans la vie politique, et parce que les organisations voulaient garder leur autonomie pour mieux satisfaire les affaires locales (Szarka, 50). Le parti a une structure qui focalise sur le bas, est réticent à inviter un dirigeant qui aspire à devenir un politicien professionnel, et est mené par quatre porte-paroles qui partagent le pouvoir central. Les Verts voulaient unifier tous les écologistes, mais lors de sa création Brice Lalonde, qui s'était présenté aux élections présidentielles comme candidat vert en 1981 et a reçu 3.87 pourcent des votes, s'est abstenu du nouveau parti. Aujourd'hui le parti s'appelle Europe Ecologie-Les Verts et José Bové, champion des agriculteurs paysans et membre célèbre de la Confédération Paysanne, en est au centre.

Aujourd'hui Europe Ecologie- Les Verts veut beaucoup changer les lois agricoles qui soutiennent le productivisme, disant : « Il ne s'agit pas de gagner plus, mais de *vivre plus et mieux* » (Notre Pacte). Ce changement de base, un changement de perspective, visent à :

...respecter le droit à la souveraineté alimentaire de chaque région du monde, élaborer une politique agricole juste et subsidiaire, proposer au consommateur une alimentation saine, redonner sens au métier d'agriculteur et lui permettre de vivre de son revenu, protéger les ressources naturelles, et revivifier les territoires ruraux (*Vivre mieux*).

En 1993, un parti de la droite déguisé comme « écologiste » a soumis à peu près 500 candidats aux élections pour profiter du soutien général du mouvement : Les Nouveaux Ecologistes. L'opposition à la cruauté contre les animaux était sa position centrale. Cependant, en 1994 les médias ont suggéré que l'organisateur du parti, Bernard Manovelli, avait fondé le parti pour profiter des fonds fournis par le gouvernement que *Le Monde* a estimé à environ 10 millions de francs par an (Holliday, 73). Manovelli lui-même avait pris parti aux mouvements de la droite extrême, et les Verts ont fait un procès contre lui. Le parti s'est effondré vite après, étant rien d'autre qu'une exploitation des sentiments écologiques (Szarka, 53-4). Cet exemple illustre le fait qu'on peut profiter de l'enthousiasme du mouvement écologique pour trouver du soutien pour un nombre divers des politiques qui sont à propos.

Un parti écologiste de la droite qui s'oppose publiquement à Les Verts a apparu 1989 sous le nom Chasse, Pêche, Nature, Tradition (CPNT). Ce parti exprime qu'il n'est ni de gauche ni de droite, mais un représentant des Français ruraux. Aujourd'hui il n'est plus une force, mais il reste un symbole de la résistance contre la politique progressive et paneuropéenne qui est populaire parmi les chasseurs et les pêcheurs. Pour avancer sa politique, CPNT s'attache aux partis influents de la droite et s'oppose aux Verts (Szarka, 54). Il veut préserver la tradition et l'héritage du paysan français, mais il ne s'intéresse pas aux ennuis des agriculteurs.

Chapitre 2

La Confédération Paysanne, La FNSEA, l'alimentaire et José Bové

Le 12 août 1999 à la ville de Millau en Aveyron, un groupe de Français portant des outils de construction a démonté un restaurant de McDonald's en travaux. Après, ces manifestants ont pris un repas aux restaurants traditionnels proches du site de construction, étant courageux et fiers de leur résistance contre la mondialisation et la menace qu'elle pose aux moyens de l'agroalimentaire et les agriculteurs. José Bové était parmi ces manifestants, un éleveur ovin dont le visage et la moustache caractéristique représentent l'héritage du paysan français. Quelques jours après, il a été arrêté avec d'autres résistants. Pour comprendre la raison pour laquelle Bové a attaqué ce symbole américain de la mondialisation et, en bref, de la malbouffe, on doit examiner l'état de l'agriculteur traditionnel en France qui était en déclin depuis des décennies et lutte toujours pour trouver son créneau.

Le problème du protectionnisme et de la « gastronomie industrialisée »

Le déclin de l'agriculteur indépendant est arrivé au vingtième siècle. Au début, un demi de la population habitait aux villages à la campagne et l'agriculture était fièrement protégée par le gouvernement : la société a reconnu à cette époque l'importance inhérente de la préservation des paysans traditionnels (Kline, Mellerski, 234). Malheureusement, la politique protectionniste qui élimine le besoin d'innovation parmi les protégés les a rendus inefficaces en comparaison avec le reste de la France et du monde.

Après la Seconde guerre mondiale, la France a enfin offert de l'aide financière aux agriculteurs pour qu'ils puissent se moderniser. Au lieu de sacrifier le rôle de l'agriculteur dans la société française pour l'efficacité en laissant la compétition rouler, le gouvernement a essayé de développer les cultivateurs qui représentent l'identité française. Cependant, la dette était traditionnellement évitée par les agriculteurs et ils ont formé un syndicat pour communiquer avec les officiels à Paris (Kline, Mellerski, 234). Enfin ils ont dû se politiser pour faire imposer leurs buts.

Les raisons pour lesquelles la France voulait ne pas abandonner les petits agriculteurs indépendants sont elles-mêmes antimondialistes. Pendant que la technologie se développe et rend plus efficace la production et d'autres pays, surtout les Etats-Unis, adoptent ces nouvelles méthodes, la France se raccroche à son identité « démodée » et sacrifie sa productivité. La préservation de cette classe d'agriculteurs est sans doute la raison principale que le gouvernement a citée. Il n'aurait pas pu prévoir nettement la direction que l'agroalimentaire allait suivre : un déclin des prix et de qualité dans un marché dominé par quelques corporations puissantes et étrangères.

Permettre une telle diminution de la qualité de la nourriture dans l'intérêt de l'augmentation de l'efficacité elle-même montre une perspective limitée. Bien que ça puisse augmenter le PIB d'un pays à courte-terme, il y a beaucoup de frais peu visibles qui sont difficiles à estimer. Actuellement aux Etats-Unis on voit la crise d'obésité : plus que 35.7% d'adultes américains sont obèses (OECD). Acceptant que la mauvaise nourriture joue un rôle important dans cette crise, on peut attribuer les frais associés à l'obésité (et plusieurs problèmes de santé) à cette nouvelle agroalimentaire

« efficace ». D’abord, on considère les dépenses sur la santé par habitant pour quelques pays, mesurés avec la parité de pouvoir d’achat (PPA) :

Grade de dépenses sur la santé par habitant	Pays	Dépenses sur la santé par habitant (PPA US\$)	Espérance de vie (années)
1	Etats-Unis	8233	78.37
2	Norvège	5388	81
10	France	3978	80.95
15	Royaume-Unis	3433	80.05
19	Japon	3035	83

(OECD 2011)

En dépit des dépenses grandioses des Américains sur la santé, leur espérance de vie reste plus basse que beaucoup de pays développés. Les autres pays peuvent maintenir une espérance de vie beaucoup plus haute en dépensant beaucoup moins. Ainsi une partie du prix de ce type de fastfood, et de l’augmentation de l’efficacité grâce aux divers additifs, se révèle-t-il. Bien qu’on puisse acheter plus pour moins en utilisant la science peu vérifiée et douteuse, on perd une partie de ce bénéfice avec sa santé. Avec une main-d’œuvre plus grosse et vulnérable aux maladies, la productivité au lieu du travail souffre aussi. Les vrais prix de la dérégulation de la qualité de la nourriture sont cachés et difficiles à estimer. Il est difficile d’attribuer une quantité monétaire à ces mauvais effets, et, parce qu’ils sont des effets à long terme, et ils sont faciles à oublier et presque impossibles à communiquer à l’électorat.

Les exports de la France augmentaient beaucoup aux années soixante-dix, mais aux années quatre-vingts elle commençait à diminuer. Les supermarchés ont commencé à avoir en stock beaucoup de produits de fastfood que les Français

acceptaient avec assez d'enthousiasme. La commercialisation de ces produits réussissait et ses producteurs obligeaient les agriculteurs de signer les contrats qui prescrivent la quantité et la culture qu'ils doivent produire (Kline, Mellerski, 235). Maintenant, la France fait face à une population moins concernée par la santé et la gastronomie française, à la compétition internationale, et aux industries qui contrôlaient de plus en plus les récoltes des fermes françaises. Avec ce changement de la demande à la base de la société, les étagères aux supermarchés reflètent une tendance vers une gastronomie « industrialisée. »

Les méthodes que les concurrents agricoles de la France utilisaient sont, selon les Européens, douteuses. Pour augmenter la quantité de la viande produite par le bétail en ne pas leur donnant plus à manger, les Américains utilisent les hormones. En 1988 l'Union Européenne a interdit l'importation du bœuf traité aux hormones jusqu'à ce qu'on puisse prouver qu'elles n'auraient aucun mauvais effet (encore il n'y a pas de consensus). Quelques crises sur la nourriture aux années quatre-vingt-dix (la maladie de la vache folle qui venait de Grande-Bretagne en 1996, la contamination du poulet de Belgique en 1999 y compris) ont renforcé la méfiance des produits peu compris. En réponse, les Etats-Unis ont fait appel à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a autorisé à Washington d'imposer des tarifs de 100 pourcent sur plusieurs produits européens, doublant leurs prix. Le roquefort était parmi ces produits interdits, et le mal que ces tarifs ont fait aux ventes de ce fromage a inspiré un agriculteur amoureux de l'image du paysan français.

José Bové, héros français

Avec sa moustache épaisse et un physique plutôt petit, José Bové évoque l'image d'Astérix, personnage de bande dessinée qui illustre parfaitement la lutte gauloise contre la conquête romaine quasi-globale il y a des siècles. Les deux résistants aux forces mondiales essaient de préserver leur héritage en face des armées de toute évidence imbattables : Astérix, contre les Romains; Bové, contre le capitalisme et la globalisation menaçant la gastronomie et la culture française menée par les corporations américaines en quête des bénéfices.



Maintenant il représente le paysan français, mais ses origines sont plutôt urbaines. Né à Bordeaux aux parents professeurs qui ont étudié à Berkeley, il vivait en Californie pendant son enfance. Avec des parents érudits, son éducation ne peut pas être considérée « paysanne ». Cependant il avait toujours la tendance antigouvernementale: à l'âge de 15 ans il s'est manifesté contre le service militaire obligatoire en s'enchaînant aux autres manifestants (Barlow, 3). Ses parents ont dû le chercher après quelques heures d'emprisonnement.

Sa vie paysanne a commencé en 1976 quand il s'est joint à la lutte du Larzac qui avait débuté cinq années auparavant. Quand Michel Debré, ministre de la Défense, voulait agrandir un camp militaire en 1971, les terres des agriculteurs et des éleveurs ovins allaient être confisquées. Etant trois ans après les événements de mai 1968, il n'y avait pas de manque de manifestants agités et entre 60 000 et 100 000 sont descendus pour occuper ces terres, Bové y compris. Avec quelques autres personnes, il y habitait sans services publics jusqu'à la victoire. En 1981 François Mitterrand, président nouvel élu, a déclaré l'abandonnement du projet.

Les familles sur le Larzac ont divisé et loué la terre et Bové en a reçu. Il est devenu ainsi éleveur ovin et produisait le roquefort pendant des années. Le roquefort bénéficie de la loi sur les appellations d'origine contrôlées dès 1925 qui indique qu'un fromage non-vieilli à Roquefort-sur-Soulzon ne peut pas être étiqueté comme « roquefort » (Barlow, 3). Cette loi empêche l'industrialisation de la fabrication de roquefort et donne aux rares agriculteurs dans la région un monopole sur le produit. L'efficacité est encore sacrifiée pour l'héritage et l'authenticité que le gouvernement français a attribuée à ce fromage. La loi s'étend plus loin que la France : elle donne à ces agriculteurs « paysans » et à José Bové un monopole international qui fait augmenter le prix des produits protégés.

Aussi le problème des tarifs a-t-il tellement affecté Bové en doublant le prix du fromage qu'il faisait. Après avoir passé 25 ans dans la vie paysanne, le 12 août 1999 il est descendu à Millau avec d'autres membres de son organisation, la Confédération Paysanne, pour attaquer un symbole strictement capitaliste qui soutient l'agriculture

industrialisée : un McDonald's en construction. On estime la valeur des dégâts qu'ils ont faits avant d'être arrêtés par la police à environ \$120,000. Ensuite l'arrestation de Bové et trois autres manifestants, et leur condamnation vite à trois mois de prison, ont choqué les Français et il a reçu la célébrité apparemment du jour au lendemain. Il a profité de cette attention nationale et a amplifié son image de martyr quand il a refusé d'être libéré bien que la caution ait été collectée par plusieurs organisations (Kingsnorth, 38).

L'opposition des objectifs des deux syndicats agricoles : la Fédération Nationale des Syndicats Agricoles (FNSEA) et la Confédération Paysanne (CP)

L'autre syndicat d'agriculteurs, qui est aujourd'hui plus grand, plus puissant, et plus âgé que la CP, est la FNSEA. Les syndicats agricoles n'ont pas eu beaucoup de pouvoir avant la Seconde guerre mondiale. Le ministre de l'agriculture en 1944, François Tanguy-Prignet, a dissous la Corporation Paysanne qui était dominée par les conservateurs céréaliers du droit politique, et qui était très liée au gouvernement de Vichy. La FNSEA a été formée en réponse à cette vacance de pouvoir, et selon sa réputation elle était composée de et menée par les militants et les résistants en temps de guerre (Heller, 47).

La FNSEA encourage une vision de l'agriculture industrialisée, et ses membres appartiennent aux grandes corporations auxquelles José Bové et les autres agriculteurs paysans s'opposent. Jusqu'à très récemment, la politique agricole du gouvernement français était beaucoup influencée par la FNSEA : c'est-à-dire, elle a beaucoup

favorisé les grandes fermes industrialisées dont le but principal est la production qui donne le plus de bénéfices à tout prix. Etant plus grande et mieux financée, la FNSEA avec sa poursuite de l'agricole productiviste pose une opposition substantive aux petits propriétaires dans la CP.

Les buts de Bové et les autres paysans sont manifestés dans la Confédération Paysanne (CP) qui a été fondée en 1987 avec l'union de la Fédération nationale des syndicats paysans et la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans. A sa formation le syndicat avait 10.000 membres. Actuellement, il en existe à peu près 15.000, mais à son apogée dans la suite de l'attention sur Bové la CP était bien en vogue avec plus que 40.000 (Kingsnorth, 39). En bref, ils veulent l'autonomie agricole pour des pays, que la France focalise sur les petits agriculteurs non industrialisés, et la modification des accords et politiques renforcés par l'UE et l'OMC. Pour mener à bien son projet, la CP assigne à l'agriculture au moins trois fonctions :

- **produire** une alimentation saine et de qualité pour tous.
- **employer** : par l'installation et le maintien de paysan(ne)s nombreux ; par l'amélioration des conditions de travail, en luttant contre l'exode rural et pour des campagnes vivantes ; en défendant notamment les petites fermes.
- **préserver** en excluant des méthodes de production dangereuses par leurs impacts directs ou indirects (nitrates, pesticides, antibiotiques, hormones, OGM...) ; en entretenant et en préservant pour les générations futures les

ressources naturelles et les paysages et terroirs, la biodiversité et les savoir-faire paysans. Source : (*Qui Sommes-Nous?*)

Le but de *produire* la nourriture par l'agriculture traditionnelle est un objectif qui est critiqué par les défenseurs de l'agroindustrielle et le libre échange. Ils soutiennent l'idée que l'efficacité optimale agricole qui est achevée en utilisant les OGM, les hormones, les antibiotiques et les processus menés par les grandes corporations pourraient nourrir même les pauvres pays au tiers-monde et baisseraient les prix pour tous les consommateurs. Ces défenseurs disent, par exemple, qu'en refusant de permettre la distribution du riz qui est génétiquement modifié aux affamés, l'UE et la France tiennent à leur idée égoïste à dépens des pauvres. Mais en vérité, la CP s'allie avec plusieurs syndicats agricoles au tiers-monde qui se trouvent désavantagés à cause des telles lois de l'OMC que la CP essaie de changer.

Comme résultat des accords de Marrakech de 1993 renforcé par l'OMC, 5% de la consommation de chaque pays doit être importer. José Bové et la CP se sont opposés à cette loi parce qu'elle force les prix de la nourriture liée à ces imports obligatoire à baisser chez les pays du tiers-monde. Parce que les pays riches peuvent récolter plus en dépensant moins, et souvent leur agriculture est subventionnée, ce 5% importée coute très peu. Cette rentrée des produits agricoles peu chers met le reste des prix en descente. Un des manifestants qui a démantelé le McDonald's à Millau avec Bové, Alain Soulie, a critiqué l'effet de cette loi en 2002 en disant : « Jusqu'en 1993, les Philippines étaient autosuffisantes en riz, mais depuis que celui d'importation entre à des prix de dumping, toute la production nationale s'est effondrée. Au bénéfice de

qui ? Des pays riches qui subventionnent leurs agriculteurs » (Barlow). Dans quelques pays, cette loi empêche non pas juste l'autosuffisance agricole, qui est un but dont la valeur est contestable, mais elle empêche aussi les agriculteurs indépendants et paysans que Bové et la CP représentent et veulent préserver. Les agriculteurs domestiques et peu efficaces sont mis en faillite à cause de ces imports peu chers.

Le deuxième but d'employer de paysans nombreux est unique chez la CP. La FNSEA vise à une agriculture française plutôt industrielle (mais aussi responsable) et moderne avec les grandes fermes. En contraste, la CP aimerait voir une renaissance de la vie paysanne et un retour d'une partie de la population française à la campagne et la préservation de cette classe-là. Plusieurs objectifs de la CP sont critiqués comme idéalistes et inatteignables. Par exemple, on n'a jamais vu au cours du développement d'une économie un retour à la vie paysanne/agricole, même si c'est un grand aspect de son héritage. L'hypothèse de trois secteurs formés par les économistes Colin Clark et Jean Fourastié divise la progression d'activité économique des pays en trois étapes. La première étape est l'extraction des ressources naturelles, qui est suivie par la production industrielle. Eventuellement, selon Clark et Fourastié, chaque économie arrive à l'industrie de service. Il est peu probable que la défense des petites fermes puisse renverser cette tendance universelle, mais la CP essaie de les protéger et espère équilibrer l'industrie de la France. Une population rurale vivante aurait beaucoup d'effets positifs, tels que la meilleure préservation des jachères et du paysage en général, ce qui donne à la France, en partie, son attirance aux touristes.

Son troisième objectif concerne la responsabilité écologique en face des conséquences inconnues. L'UE impose les lois sur tous ses états membres qui interdisent ou limitent strictement l'utilisation ou l'importation des produits liés aux OGM, hormones, antibiotiques, et de telles méthodes questionnables. La France est un des pays de l'UE avec les lois nationales les plus sévères mais, dans une époque où les sciences agroindustrielles évoluent et où l'UE et l'OMC essaient de résister aux forces d'entreprises puissantes, il est difficile d'identifier et d'interdire ce qui menace la santé et la sécurité des gens et de l'économie. Bové essaie d'influencer les lois internationales sur ce sujet, mais tente aussi d'affecter les avis fondamentaux de la société européenne.

Encore, le changement peut être mieux accompli en modifiant les avis des Français eux-mêmes. La valeur attribuée à une population rurale est subjective en partie, et la valeur attribuée aux produits des petits propriétaires se manifeste dans leurs prix. Si les Français soutiennent l'agriculture paysanne et ce qu'elle produit, il ne faudrait pas changer la législation. Mais l'attrance des prix bas, de l'emballage tape-à-l'œil, et de l'incapacité de communiquer au public les vrais et contestables effets d'un agroalimentaire industrialisé empêchent les Français d'avoir confiance ou même connaissance du problème. L'éducation du public serait efficace si elle était possible.

Chapitre 3

Les problèmes des petits propriétaires

Les subventions agricoles : au-delà des mains des paysans

Bien que la France ne permette pas aux agriculteurs d'adopter chaque innovation agroindustrielle (tels que les OGM, l'utilisation des hormones, etc.), dans le passé récent ses politiques ont bénéficié plutôt les grands agriculteurs qui sont plus efficaces. Le déclin de la proportion des petits agriculteurs et la hausse des grandes fermes qui contrôlent une somme disproportionnée de la terre est illustré par les statistiques. La quantité des fermes qui sont plus grands que 200 ha a augmenté par 42% (de 14.500 à 20.600) entre 2000 et 2010. La quantité de petites fermes a diminué de 497.400 à 323.800 en même temps, et les grandes fermes saisissent de plus en plus la terre arable (Agreste - Recensements agricoles 1988, 2000 et 2010).

Cette concentration du contrôle est inquiétante à ceux qui ont peur que les fermes vont être trop influencées par les corporations (et surtout, les corporations américaines telle que McDonald's) qui contractualisent les récoltes. Avec plus de terre aux mains d'une minorité qui se concerne principalement au bénéfice, le marché devient de plus en plus susceptible aux telles exploitations.

Bien sûr les objectifs de la Confédération Paysanne sont menacés par cette diminution rapide des agriculteurs paysans. Sa vision d'une campagne où les paysans modernes sont employés sur les fermes ne pourrait pas arriver si ces grandes fermes concentrées remplacent les travailleurs avec le capital mécanique. La France, qui

défendait depuis longtemps la préservation de la communauté rurale et l'agriculture traditionnelle, soutenait en réalité des lois chez l'UE qui donnaient la majorité de soutien financier aux grandes fermes céréalières et aux laiteries industrialisées.

Cependant, le Président François Hollande a annoncé en octobre 2013 qu'il allait commencer à faire passer plus d'argent de la Politique agricole commune (PAC), le source principal des subventions agricoles qui allait auparavant à ces industries mentionnées, aux petites industries bovins, de bœuf, des légumes et des fruits, disant :

Ce que nous voulons, c'est une agriculture de qualité, parce que sans la qualité, il n'y a plus la marque France. D'où la promotion des signes et des appellations d'origines qui nous permettent en plus d'élever le niveau des prix et donc du revenu des agriculteurs et d'éviter d'être liés à un débouché unique. Ce que nous voulons, c'est une agriculture qui préserve les savoir-faire, qui permettent d'avoir une formation de qualité, d'où également l'engagement que j'ai pris pour l'enseignement agricole. Pour être en force sur les nouveaux marchés, pour en conquérir autant qu'il sera possible (Hollande, *22ème Sommet de l'Elevage*).

Président Hollande a dit qu'une meilleure qualité mérite un prix plus haut et suggère que telle est la niche des produits français. Le problème là-dessous est que l'agroalimentaire des agriculteurs industrialisés coûte beaucoup moins, auquel se rajoute leur capacité supérieure de bien les lancer, donc on ne sait pas si la demande pour les produits plus chers est suffisante pour assurer un revenu juste aux agriculteurs.

Enfin, on peut dire avec assez de certitude que ce marché n'existe pas actuellement : s'il y avait une occasion des bénéfiques, les agro-industries entreraient dans ce marché. Sans plus de subventions, la qualité comme but de production est restrictivement chère.

On ne peut pas bien estimer jusqu'à quel point les Français accepteraient des prix plus hauts pour une meilleure qualité alimentaire et pour assurer la qualité de vie des agriculteurs. Les sondages sont les meilleures sources d'information dans ce cas. Malheureusement, les participants peuvent facilement mentir et les résultats doivent être interprétés avec un peu de méfiance. Néanmoins, selon un sondage pour Dimanche Ouest-France, 77% des Français sont respectueux des agriculteurs et ont répondu:

Les agriculteurs sont-ils...	Oui
Respectueux de l'environnement	58%
Respectueux de la santé des Français	69%
Compétitifs	58%
Dépendants des aides publiques	47%
Etes-vous prêt à payer plus cher les produits alimentaires pour garantir un revenu correct aux agriculteurs ?	61%

Table 3

Selon ce sondage, la majorité de Français sont respectueux des agriculteurs et 61% disent qu'ils paieraient plus cher pour soutenir les revenus agricoles. Source : L'Alsace.fr 2013

Parmi le 61% des Français dans le sondage qui disent qu'ils en paieraient plus pour l'alimentaire, 36% disent prêt à les payer 5% plus cher et 20% à les payer 10% plus cher. Sans les subventions, il est peu probable que même cette concession du consommateur soit suffisante.

En ce moment, les plus grandes fermes (les céréalières et les laiteries dans le nord et l'est de la France) reçoivent à peu près €375 de subventions de la PAC l'hectare. Les éleveurs bovins et de bœuf dans le sud reçoivent un moyen de €208, et il y'en a qui reçoivent seulement €150. Ce déséquilibre est en partie responsable de la diminution de la quantité de fermes parce qu'il favorise les grands producteurs. Mais Hollande va donner plus de subventions pour les 52 premiers hectares pour mieux bénéficier les petites fermes, et personne ne recevra moins de 70% de la subvention moyen dès 2019 pour mieux équilibrer l'aide fiscale (Lichfield).

En dépit de ces pas en faveur des petites fermes, José Bové et Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération Paysanne, admettent leur déconvenue. La FNSEA, dominée par les industries céréalières, est une force de lobbying très puissant et Bové accuse Hollande de s'être couché devant elle. Il est déçu que ces nouvelles politiques n'adressent guère la questionne environnementale, tandis que Pinatel dit que Hollande n'a pas assez fait en ce qui concerne le finance : « On prend peu à ceux qui ont beaucoup et on redistribue peu » (Nougayrède).

L'Avantage des grandes exploitations: les grandes fermes minimisent les coûts

Les récoltes, surtout ceux des petites fermes, sont très susceptibles aux forces au-delà du contrôle des agriculteurs. Le climat, la dépendance de la terre qui est fixe en place comme ressource principale, et l'indisponibilité de travailleurs qui sont nécessaires pour répondre aux changements dans les conditions soumettent

l'agriculture aux fluctuations à chaque moment. Ce problème est composé de la nature de la marchandise agricole : l'inélasticité de la demande. Indépendamment de la réserve des produits, leur demande aux marchés change très peu. Parce que la consommation de ces produits ne change pas beaucoup, même des petits changements dans la réserve suscitent des changements relativement grands des prix.

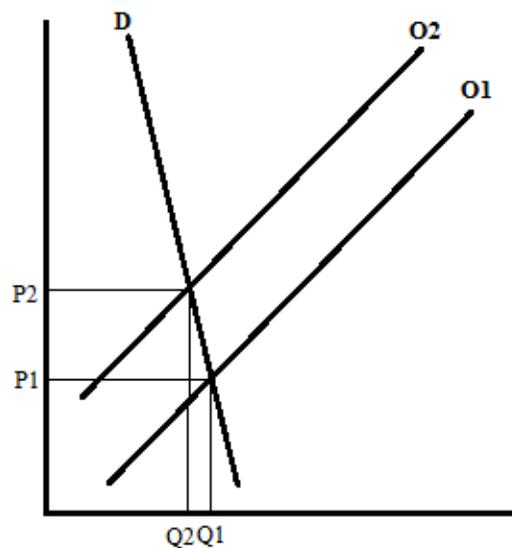


Fig. 3

Un déclin de l'offre d'O1 à O2 ne provoque qu'un petit mouvement de quantité achetée de Q1 à Q2, mais augmente le prix substantiellement de P1 à P2.

Dans l'industrie de l'agriculture, la plupart des coûts est fixe: c'est-à-dire, la plupart de dépenses chez les agriculteurs arrive en dépit du niveau de production. En produire plus jusqu'à un certain point n'ajoute pas beaucoup de frais (le coût variable en respectant la capacité d'une ferme est très bas). Alors le revenu de l'agriculteur, dans ce modèle simplifié et représenté par $R_x = P_x * Q_x$, se dirige contre l'intuition. Au cas d'une mauvaise récolte, quand l'offre diminue de O1 à O2, la diminution au

revenu et sur compensé par l'augmentation du prix et les agriculteurs bénéficient. De la même façon, une bonne récolte diminue les revenus des agriculteurs. Néanmoins, il est peu probable qu'un agriculteur essaie de profiter de cette inefficacité parce que la compétition parmi les fermes est telle qu'un seul agriculteur ne pourrait pas faire une différence perceptible. Plutôt, la surproduction des grandes exploitations productivistes baisse les prix et donc les revenus de tous les autres agriculteurs dont les plus susceptibles sont les petits propriétaires.

Les grandes fermes sont capables de diminuer cette volatilité de prix grâce à deux avantages inhérents. D'abord, à cause des hauts coûts fixes dans l'industrie agricole, elles peuvent profiter des économies d'échelle et minimiser le coût moyen en produisant autant que possible. Ensuite, elles peuvent diversifier les récoltes pour se couvrir. Ces deux stratégies sont inutiles aux petits agriculteurs et ce désavantage relatif sert à consolider l'impuissance des agriculteurs paysans en face des grandes agro-industries. Pour protéger la société rurale, décourager un exode du peuple rural qui arriverait si leur industrie principale tombait de leur contrôle, et encourager le développement de l'agriculture l'intervention protectionniste du gouvernement est bien nécessaire. Elle doit focaliser sur les fermes qui emploient les gens ruraux et contribuent aux moyens d'existence de la vie à la campagne.

Chapitre 4

L'Union Européenne et la Politique agricole commune

La Politique agricole commune (PAC), un des programmes les plus chers de l'Union Européenne (UE), a été introduite en 1962. L'amélioration de la production agricole et la assurance de la qualité de vie aux agriculteurs étaient ses buts principaux, mais elle a évolué pour comprendre les pratiques agricoles responsables et durables (*Pour une autre PAC*). La PAC vise à atteindre ces buts en renforçant des politiques agressivement protectionnistes et en distribuant les subventions. En 1962 les six membres fondateurs de l'UE ont été les seuls à adopter sa politique. Une alliance signifiante existait entre l'Allemagne, dont l'économie est plutôt industrielle, et la France qui tient la plus grande proportion de terres arables dans l'UE. Ce premier voulait l'accès plus libre au marché agricole de la France et, par sa contribution au budget de l'UE d'où viennent les finances de la PAC, l'Allemagne pouvait bénéficier de la production française en payant leurs agriculteurs avec des subventions. En 2009, ce programme a consommé 49% du budget européen, et il est souvent critiqué par ceux qui croient que cet argent pourrait être mieux dépensé.

La PAC est le plus grand et le plus important programme à l'agriculture française. Dans ce chapitre on va examiner l'évolution de la PAC dans le monde global, les méthodes et politiques employées pour améliorer la qualité de vie européenne, et ses inefficacités.

Le deuxième pilier de la PAC et la multifonctionnalité

Avant 1999, la Politique Agricole Commune (PAC) visait seulement à maintenir des profits des agriculteurs qui faisaient face aux prix en baisse, et à stabiliser les marchés. Il s'agissait du soutien de la production pour assurer une alimentation suffisante aux Européens après la Seconde guerre mondiale, quand l'industrie agricole était délabrée. Après 1999, la PAC a été divisée en deux piliers. Le but du premier reste le soutien de la production. Le nouveau second pilier s'agit du développement rural. Ses politiques concernent la préservation de la société rurale, au développement durable de l'agriculture, et à l'environnement: trois buts qui sont plus en accord avec José Bové et la Confédération Paysanne (CP).

Avant le vote du second pilier, il y avait deux côtés dans l'UE avec des idées différentes sur la progression de la PAC. Les protectionnistes, menés par les représentants français, se méfiaient des réformes qui étaient capables de faire mal à la société rurale. A l'autre côté, les champions du libre échange voulaient faire accorder les prix européens avec les prix mondiaux et baisser les subventions aux agriculteurs. Enfin, les modérés ont apparu qui reconnaissaient que la valeur des petites fermes dépasse celle de la production: ils ont attribué de la valeur à la préservation du paysage et à l'effet positif que les agriculteurs plutôt conservateurs avaient sur l'environnement (Buller, Ward, Lowe, 1).

Cette valeur s'appelle la multifonctionnalité, un terme créé aux années 1990 pour décrire les fonctions et les bénéfices non-productivistes. Ces fonctions sont

sociales et environnementales et le deuxième pilier de la PAC traite la multifonctionnalité des communautés rurales pour les biens à développer. Une communauté bien développée est celle qui est capable d'encaisser des coups internes ou externes, et/ou bien récupérer. La multifonctionnalité forte décrit un état où une communauté est résistante aux menaces tandis que la multifonctionnalité faible décrit une communauté qui est vulnérable.

La multifonctionnalité existe comme un moyen autant qu'une fin. Le but étant de développer les communautés qui sont durables et vivantes, ou celles qui ont la multifonctionnalité forte. Pour atteindre ce but, il faut développer trois types de capital : le capital économique, social, et environnemental. Economique veut dire le capital financier ou physique ; social traite la division du pouvoir, la capacité de prendre les décisions, et la présence de personnes éduquées ; et le capital environnemental est l'accès aux ressources naturelles durables. La table suivante décrit ces trois types de capital et donne des attributs qui sont forts ou faibles pour chaque type de capital :

	Capital bien développé	Capital mal développé
Capital économique	Le bien-être économique	La pauvreté/la dette
	Les rentrées régulières diversifiées	La sur dépendance de la production agricole
	La dépendance basse des subventions agricoles	La sur dépendance des fonds externes
	Les business multifonctionnels	L'infrastructure mal développée
Capital social	Les communautés très unies	L'exode des jeunes
	La disponibilité de l'éducation et la formation des compétences	Un manque des services
	Les services multifonctionnels	Un manque de contrôle sur le

Capital environnemental		destin de la communauté
	Le contrôle sur les moyens de production	Beaucoup d'agriculteurs dépendants/locataires
	Intervenants ruraux en charge de trajectoires développementales	L'insatisfaction générale de la trajectoire actuelle
	Les structures de gouvernance fortes à plusieurs niveaux	La gouvernance faible
	Un taux haut de biodiversité	La dégradation des sols
	Une bonne qualité d'eau accessible	La désertification
	La gestion des sols durable	La salinisation
	Les récoltes prévisibles	L'eau de mauvaise qualité peu accessible
	La gestion durable des ressources naturelles	L'incertitude des récoltes

(Wilson, 369)

Le développement d'un ou deux de ces trois ne suffisent pas à produire une communauté durable et résistante aux chocs. La tendance de développer exclusivement le capital économique est à cause de son impact transparent et immédiat. Pour maximiser la résilience, il faut développer tous les trois également.

Beaucoup de ces éléments du capital peu développés se renforcent. La surproduction actuelle de l'agriculture intensive ne permet pas aux autres rentrées régulières (telles que le tourisme et la bonne qualité des produits alimentaires régionaux) de prospérer. De plus, il nécessite des subventions et contribue à la dégradation de l'environnement (s'il n'y a pas de réglementations qui l'interdisent). Le manque de services contribue à l'exode des jeunes et le vieillissement de la population (Wilson, 371).

La fortitude des communautés rurales a beaucoup diminué dans le passé récent. Le but de la surproduction, qui a commencé à devenir très répandue après les années 1950, a contribué à cette descente. Encouragé par la globalisation et le capitalisme, on ne pourra pas maximiser la résistance de la population paysanne si on continue sur le chemin actuel. Des experts de la gauche politique insistent qu'un retour aux moyens de basse intensité agricoles peut entraîner du capital environnemental et social forts. Ensuite, le capital économique diversifié peut arriver avec les industries non-agricoles mentionnées ci-dessus.

En 2009, le budget du second pilier de la PAC s'est élevé à €13,623 million en comparaison au budget du premier pilier qui a fait un total de €41,131 million (dont €31,295 million est allé aux subventions directs). Entre 2007 et 2013, 35% du budget du second pilier a été utilisé pour améliorer la compétitivité des secteurs agricole et forestière, avec 44% on visait à améliorer l'environnement et le paysage, et on s'est servi de 19% pour améliorer la qualité de vie aux zones rurales et à encourager la diversification de l'économie rurale (Zahrnt).

Ces trois objectifs représentent les trois axes du second pilier et correspondent aux trois types de capital qu'il faut développer. L'allocation de 44% pour financer l'entretien de l'environnement illustre la pression politique qui vient du public : les Européens pensent à l'état de la nature. Il est difficile de leur communiquer l'importance du raffinement des gens ruraux pour augmenter le capital social et pour combattre l'exode aux zones urbaines. Le troisième axe essaie de développer les villages, fournir les services de base aux régions rurales, et créer les business. Ces

effets ne deviendraient pas apparents jusqu'à assez loin dans l'avenir, alors il y a moins de pression sur ce type de développement.

En supposant que le but du gouvernement est d'assurer une bonne qualité de vie aux provinciaux et ne pas de les urbaniser, il faut accroître le capital pour les rendre une classe durable. Il faut limiter l'influence des forces industrielles étrangères et surproductivistes si les paysans français veulent se stabiliser et bien s'établir, ou le capital social qui est encore en déclin va s'effondrer.

La Réforme de la PAC en 2013

Dacian Cioloș, le commissaire européen à l'agriculture et au développement rural a déclaré :

Je me réjouis de cet accord qui donne une nouvelle orientation à la Politique agricole commune en prenant mieux en compte les attentes de la société qui se sont exprimées pendant le débat public du printemps 2010. Cet accord va conduire à des changements profonds: rendre les paiements directs plus justes et plus verts, renforcer la position des agriculteurs au sein de la chaîne alimentaire, et rendre la PAC plus efficace et plus transparente. Ces décisions constituent une réponse forte de l'UE pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de la croissance et de l'emploi dans les zones rurales. La PAC va contribuer fortement à l'objectif global de

promouvoir une croissance durable, intelligente et inclusive (Political Agreement on New Direction).

Selon les nouvelles reformes, la répartition des fonds de la PAC sera moins irrégulièrement distribuée parmi les Etats membres : après 2019 « ...la répartition du budget de la PAC assurera qu'aucun Etat membre ne reçoive moins de 75% de la moyenne communautaire » (Political Agreement on New Direction). Cette nouvelle allocation pourrait diminuer le succès total du programme lorsque les ressources seront données à ceux qui ne pourront pas les utiliser efficacement. Cependant, ce pourrait inspirer de l'innovation dans l'agriculture européenne, un aspect du développement rural qui est laissé à l'abandon sous la PAC selon Janet Dwyer, Professeur de la politique rurale à l'Université de Gloucestershire. Dwyer reconnaît le manque d'investissement dans les nouvelles technologies et d'autres innovations au niveau national, bien que les fonds reçus par le second pilier puissent y être attribués. Elle cite plusieurs raisons : une incompréhension de la valeur de la formation des agriculteurs, et l'incapacité de bien mesurer, contrôler et présenter les effets de tels programmes. La majorité des fonds vont aux subventions aux agriculteurs; si les pays avec les industries agricoles plus petites recevront plus de fonds, ils pourraient en répartir aux autres objectifs (Dwyer, 35).

L'égalisation de la PAC sera renforcée parmi les agriculteurs aussi. En répondant agressivement à l'exploitation des grandes fermes des économies de l'échelle, les Etats membres ont l'option de répartir 30% des fonds reçus aux paiements directs pour les 30 premiers hectares des fermes. Les subventions données

après ces 30 premiers hectares diminuent. Cette nouvelle politique prend en considération les énormes coûts fixes des fermes et bénéficiera les petits agriculteurs qui recevront une plus grande proportion de subventions.

La réforme de la PAC obligera aux Etats membres d'attribuer un autre 30% pour « ...la contrepartie du respect de certaines pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement » (Réforme de la PAC, Commission Européenne). Ce besoin peut être satisfait en adoptant trois pratiques : 1. Le maintien des prairies permanentes; 2. La diversification des cultures (deux cultures différentes si la ferme dépasse dix hectares, trois cultures si elle en dépasse trente); et 3. La garantie d'une « surface d'intérêt écologique » d'au moins 5% des terres arables de l'exploitation (de bordures de champs, haies, arbres, jachères, particularités topographiques, biotopes, etc.) (Réforme de la PAC, Commission Européenne). Cette allocation obligatoire vise à développer et maintenir le capital environnemental.

En dépit de ces réformes, la PAC a encore beaucoup de progrès à faire. Son favoritisme historique aux grandes exploitations leur a permis de s'implanter trop dans le secteur agricole, et il faudra renverser ces dégâts. Le chapitre suivant examine la progression que l'agriculture française a suivie et jusqu'à quel point les grandes exploitations dominent l'industrie et accumulent les subventions de la PAC aujourd'hui.

Chapitre 5

L'abandon du modèle agricole paysan en France

Dans le passé récent, l'agriculture était estimée comme une industrie qui devait être développée pour suivre la croissance de la population et de l'économie française. Les subventions venant de la PAC visaient à protéger les marchés alimentaires européens afin de leur permettre de se développer sans la compétition paralysante internationale tout en assurant des prix justes aux consommateurs. Pendant des décennies, tout allait bien, mais aujourd'hui l'industrialisation de l'agriculture menace le moyen d'existence rural et pousse de plus en plus les petits agriculteurs aux mains des grandes exploitations. Ce chapitre examine l'évolution des exploitations et les caractéristiques sous-jacentes qui compromettent le gagne-pain des exploitations en France et aux pays du tiers-monde, et le glissement des politiques vers le productivisme, et ensuite le retour au soutien des agriculteurs paysans.

L'agriculture industrialisée: un conflit avec les valeurs françaises

Dans son livre *Food, Farms & Solidarity*, Chaia Heller présente une vision d'une agriculture industrialisée et un style post-industrialisé. Comme dans la vie urbaine, l'industrialisation, encouragée par la compétition entre plusieurs firmes dans une économie, commence en accueillant la main-d'œuvre et centralise la production et la richesse aux mains d'une minorité puissante. En pensant à la post-industrialisation, l'image d'une ville pleine d'usines abandonnées avec la main-d'œuvre déplacée, les cadres ayant trouvé des façons de minimiser le coût de production et les substitutions

pour le travail manuel. Le même chemin, Heller affirme, existe à la campagne aux fermes. Elle offre des conditions de l'agriculture industrialisée telles que des méthodes de culture intensive et amples, l'adoption des méthodes chimiques, une meilleure technologie motorisée qui remplace le labour manuel, le monocropping et la production de moins de cultivars, beaucoup de subventions qui vont aux agriculteurs qui adoptent les pratiques ci-dessus, la production d'une alimentaire « moderne » (les fastfoods), et une acceptation de ce nouveau modèle agricole par le gouvernement et le public, soutenu par une rhétorique d'efficacité, rentabilité, et nécessité (Heller, 5-6).

Les premières caractéristiques focalisent sur l'accroissement intense de la production. A cause de l'innovation technologique, le remplacement du capital et l'investissement abondant en place des travailleurs, la tendance vers la croissance des exploitations, et les mesures prises par le gouvernement pour minimiser le risque associé à l'agriculture, les récoltes ont beaucoup augmentées (Wilkinson, 5). Les pratiques plus efficaces sont la raison pour cette croissance, parce que la quantité de terre arable cultivée est descendue aux premières décennies de la PAC. Par exemple, l'UE a cité que la production de lait a haussé 33% entre 1960 et 1979 tandis que le nombre de bovins lait était stagnant vers 25 millions ; similairement, les récoltes moyennes de blé ont augmenté 28% entre 1968 et 1978 (Wilkinson, 5).

Ce haussement a provoqué un déclin des prix alimentaires : en France entre 1970 et 1977, le prix de lait est tombé par 30%, et le prix de blé a vu un déclin de 40%. Cependant, les revenus des petits propriétaires baissaient en même temps : les

subventions ne leur assuraient pas un revenu suffisant, et ces gens ruraux hésitent à se déménager aux villes où le revenu moyen est plus haut.

L'agriculture post-industrialisée: une progression actuelle

Après l'arrivée du secteur agricole à l'étape industrialisée, elle continue de soutenir les grandes exploitations aux dépens des petits propriétaires et des agriculteurs au tiers-monde. L'agriculture post-industrialisée, l'état actuel de l'agriculture aux pays développés montre des caractéristiques telles que: la surproduction des céréales, facilitée par les subventions et la nature intensive de production et soutenue par les Nations Unis; le « dumping » des surplus aux économies des pays de sud, en guise d'aide; la dérégulation des politiques de commerce qui bénéficie les grandes producteurs, contrôlée par les NU et l'OMC; la biotechnologie agricole qui s'ajoute au modèle déjà chimique, motorisé, industrialisé et mono-récolte; une réduction de la biodiversité à cause du monocropping et le remplacement des cultivars régionaux par une variété des graines multinationales venant des corporations biotechnologiques; une descente de la tradition de la cuisine régionale; les politiques gouvernementales et les agences de prêt qui poussent les petits propriétaires hors des marchés agricoles, bouleversant les économies et populations rurales; une perception du public de cette nouvelle alimentaire comme de mauvaise qualité, peu sûr, et trop éloignée des fermes traditionnelles; un renouvellement de l'appétit pour l'alimentaire artisanale, bio, et traditionnelle aux pays riches; l'abandon de zones rurales; une nouvelle emphase mise sur la multifonctionnalité des zones rurales; le discours antimondialiste venant des paysans,

femmes, des chômeurs, et des jeunes; une solidarité critiquant l'agriculture post industrialisée (Heller, 7-8).

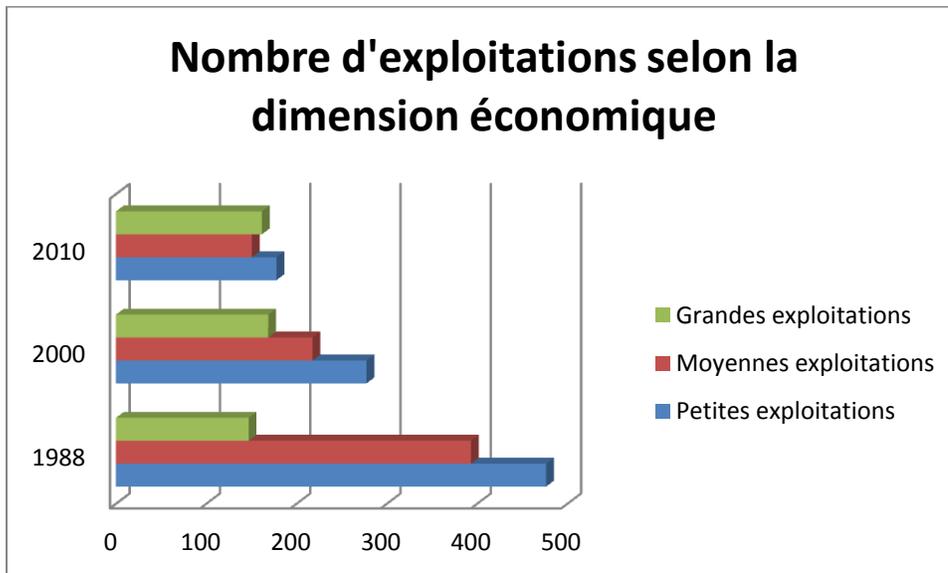
Armé de plus de savoir, le public commence à se rendre compte que la productivité n'est pas un but noble. Les inquiétudes des OGM, propagées par Bové et la CP, se répandent en Europe et surtout en France. Leurs arguments— qu'il n'y aura plus de plantes naturelles si les plantes génétiquement modifiées se pollinisent, qu'on ne peut pas bien éviter les allergies si on introduit les ADN des espèces différents, qu'une susceptibilité fatale des OGM pourraient se manifester après avoir fait disparaître les plantes naturelles, et tout simplement la peur des désastres imprévisibles— sont reconnus par les Français.

Cette méfiance des méthodes post-industrialisées est illustrée par le haussement des ventes et de culture des produits bios. En réponse à cette demande les agriculteurs français en ont beaucoup augmenté leur production. En 2002, 517,965 ha de terres étaient en mode de production bio (1,73% des terres arables en France). En 2012, cette quantité a doublé à 1,032,941 ha ou 4,68% de terres arables (Agence Bio 2014).

L'association des grandes exploitations avec les méthodes productivistes, chimiques, et contestables pousse le public vers les petits propriétaires. Avec cette nouvelle préoccupation de qualité de l'alimentaire, la France pourrait s'éloigner de la nourriture commerciale vers les produits régionaux.

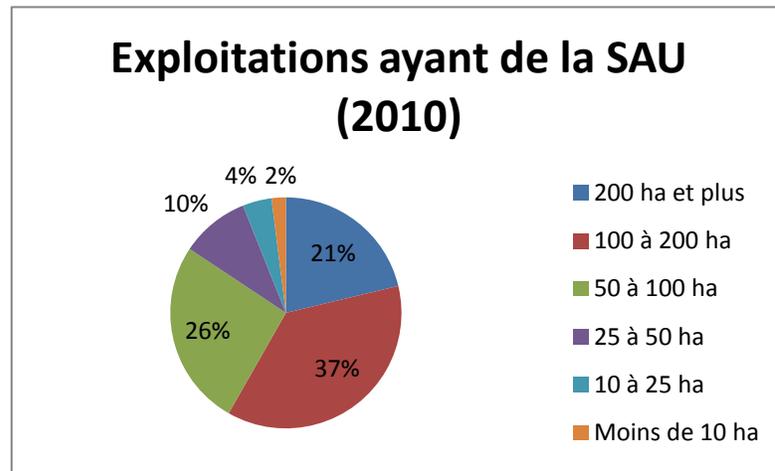
La croissance des grandes exploitations

La tendance vers les grandes exploitations a beaucoup diminué la quantité des petits propriétaires, et elle a accéléré récemment :



En France, le nombre des exploitations de chaque taille a diminué : les grandes et moyennes exploitations deviennent de plus en plus grandes, et rachètent ou mettent en faillite celles qui sont moins compétitives. Source: Agreste - Recensements agricoles 1988, 2000 et 2010

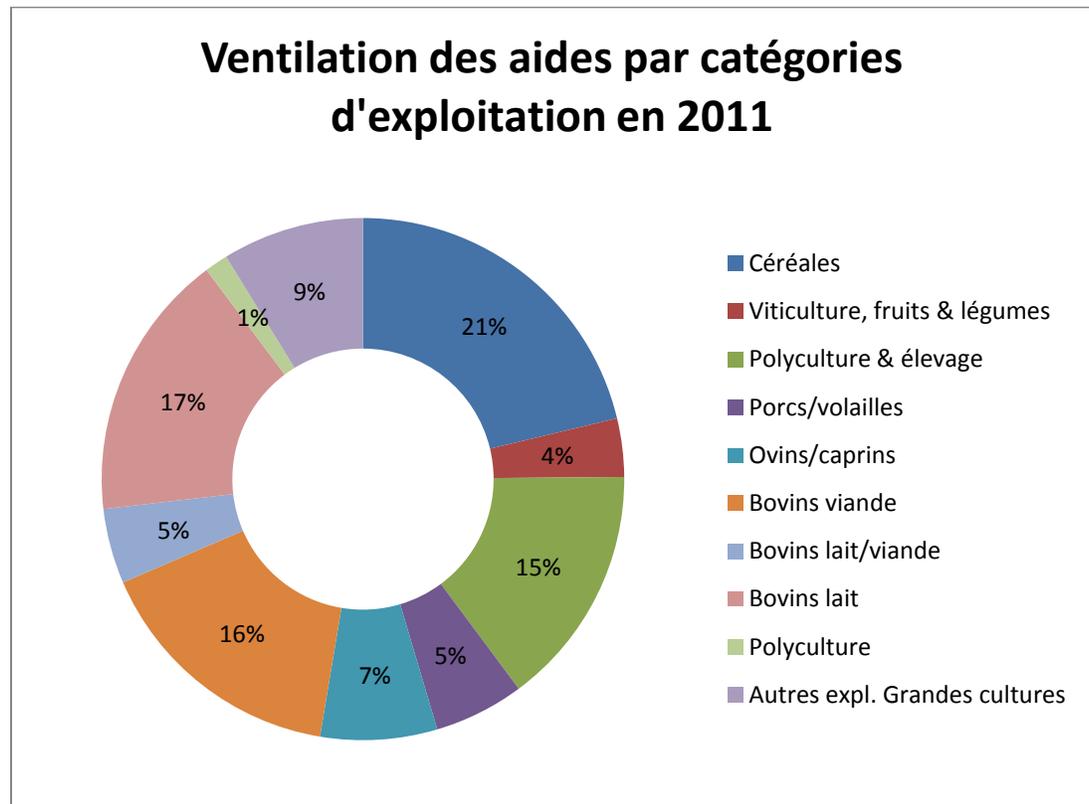
Avec la modernisation et la technologie, les exploitations peuvent produire beaucoup plus avec moins de terre. Néanmoins, la terre cultivée se regroupe aussi aux grandes et moyennes exploitations, qui sont capables de la cultiver avec peu de main-d'œuvre. Un résultat de la compétition économique où ceux avec plus de ressources ont un avantage en minimisant le coût de production avec le capital, les petits propriétaires sont peu protégés de la compétition domestique.



58% de terres arables est cultivé par les exploitations de plus de 100 hectares, tandis que les exploitations de moins de 25 hectares en cultivent 6% (Source: Agreste - Recensement agricole 2010).

Autrefois, les grandes exploitations se préoccupaient de la production de lait et des céréales. Maintenant elles ne focalisent plus sur ces industries principalement. En France, elles ont une présence forte dans presque toutes les filiales agricoles. Donc, il y a de la compétition pour les agriculteurs français dans tous domaines. Les moyennes et grandes exploitations contrôlent presque toutes les laiteries françaises; elles sont aussi très présentes aux marchés de volailles et bovins mixte, et à l'horticulture (Agreste - Recensements agricoles 2000 et 2010).

Ces grandes et moyennes exploitations sont capables d'offrir des prix plus bas à cause de leur production plus haute, focalisent aussi peu que possible sur la qualité, et reçoivent beaucoup de subventions de la PAC. Leur besoin est contestable. 30% des aides vont aux céréaliers et aux autres grands cultivars, et 53% des exploitations de tous types en reçoivent 85% (ventilation des aides). Les industries agricoles qui reçoivent plus de subventions correspondent assez aux plus grands :



Les céréaliers et les laiteries, qui sont dominés par les moyennes et grandes exploitations, ont reçu 38% de subventions de la PAC en France en 2011. Les exploitations ovines et de fruits, qui sont parmi les plus éloignées de l'agro industrialisé, en reçoivent vers 5% et 4%, respectivement. Source : Agreste - recensements agricoles 2000 et 2010

L'agriculture française errait vers ce modèle agricole depuis des décennies, mais le renouvellement des préoccupations écologiques, de la présence des corporations alimentaires étrangères, et des effets à long-terme qui sont peu prévisibles mais inquiétants évoque les critiques de plus en plus bruyantes contre l'abandon de l'agriculture paysanne qui est de qualité et moins motivée par la rentabilité.

Les mauvais effets écologiques de telles pratiques n'arrivent qu'à beaucoup plus tard dans l'avenir, et l'attraction de la rentabilité à court terme encourage les corporations et les individus avec les ressources nécessaires pour entrer dans

l'industrie. En outre, la pollution et les mauvais effets de l'agriculture industrialisée sont passés à la société: c'est-à-dire, les firmes individuelles ne sont pas obligées de payer pour les dégâts faits à l'environnement (un problème dû à un manque de droits liés à des biens immobiliers). Enfin, si une firme s'abstient de ces pratiques intenable et irresponsables, les autres en profiteront quand même et la firme responsable serait mise en faillite— ses efforts de se comporter de manière responsable seront en vain. Seulement la législation bien renforcée peut assurer que les firmes fassent ce qui est optimal à long terme.

La législation qui oblige aux exploitations de se conformer aux standards écologiques pour recevoir de l'aide financière peut réparer ce problème-là tout en améliorant la qualité de la vie rurale. Néanmoins, si la France veut préserver la classe paysanne, il faut financer leur plus grande industrie— l'agriculture— et arrêter de donner la majorité de l'aide aux grandes exploitations qui visent à les anéantir.

Conclusion

Pendant que l'industrie agricole indépendante continue à être déplacée par son double plus efficace et industrialisé, les traditions rurales sont en descente. Le gouvernement français embrasse la valeur de la classe agricole, mais ne cesse pas de soutenir la législation qui renforce la puissance des grandes corporations agroalimentaires et la FNSEA. La France protège ses frontières des méthodes contestables qui utilisent les hormones, les antibiotiques et les OGMs. Les soucis à propos de ces dangers technologiques distraient le public du fait que la classe paysanne fait face aux menaces immédiates provenant des fermes productivistes qui font quel que soit le prix à payer pour augmenter les récoltes et maximiser les bénéfices.

La législation qui oblige aux entreprises agricoles de se conformer aux standards écologiques pour recevoir les subventions est une solution possible à ce problème, tout en améliorant la qualité de l'environnement. Néanmoins, si la France veut préserver sa classe agricole, elle doit financer l'agriculture, leur industrie primaire, et cesser de décerner la majorité de l'aide aux grandes corporations qui visent à les supplanter. Donc une écotaxe qui oblige aux grandes fermes qui sont capables d'encaisser les nouveaux coûts augmentés desquelles les petits propriétaires sont exemptés pourrait équilibrer le marché et améliorer la qualité de l'environnement.

Récemment, l'attention commence à se refocaliser de l'écologie à la question de l'agriculture industrialisée. Cette attention est dûe à la célébrité de Bové en 1999 et

à son influence qui continue aujourd'hui. Cependant, l'écologie est encore la priorité de la majorité de l'électorat, et les bénéfices concrets de la bonne qualité environnementale lui est plus important que les fruits abstraits et à long-terme qui viendraient si l'on encourageait le développement de la multifonctionnalité économique et sociale à la campagne. Sans ni une population rurale éduquée et habilitée, ni des revenus diversifiés, les politiques ne traiteront que les symptômes de la mauvaise qualité environnementale au lieu de ses causes sous-jacents. Les communautés rurales seront incapables de se soutenir jusqu'à ce que chaque type de capital (économique, social, et environnemental) soit suffisamment renforcé par le deuxième pilier de la PAC.

Les effets négatifs possibles de l'agriculture industrialisée sont à la première ligne de la rhétorique qui se bat contre la croissance des grandes fermes. Le renouveau d'intérêt conséquent aux produits locaux/régionaux et artisanaux, et la culture y associée, ramène le public lentement vers l'image romantique de la France provençale. Malheureusement, les préoccupations sur la qualité de la nourriture, le goût, et l'intégrité gastronomique ne sont pas défensibles comme raison de s'opposer à l'agriculture industrialisée selon l'OMC. Le consommateur doit voter avec son euro en soutenant soit une industrie plus chère d'intégrité et de tradition qui fortifie la classe paysanne, soit une alimentaire fabriquée en série qui coûte moins mais déplace la main-d'œuvre rurale. La législation ne peut pas forcer ce choix: les individus doivent choisir ce à quoi ils accordent de l'importance.

Comme but initial de la PAC, les réussites productivistes étaient bien célébrées depuis plus qu'un demi-siècle. Cependant, le niveau de production est encore la seule mesure de succès selon beaucoup de monde. Le coût associé au soutien des méthodes productivistes est très haut, avec la dégradation environnementale associée aux pratiques intensives, le déplacement d'une classe sociale entière en France et aux pays du tiers-monde, l'adoption des processus questionnables, et l'exploitation du secteur agricole comme source des bénéfices au lieu d'une industrie qui vise à produire une bonne alimentation pour tous y compris. En examinant ces effets négatifs, il est clair que soutenir la continuation de la surproduction prouve une perspective myope de ces vrais coûts et bénéfices.

En considérant les circonstances actuelles en France, il est peu probable que la classe paysanne voie un renouveau dans le futur proche. Pendant que la PAC continue à soutenir les opérations productivistes et les concernes de la qualité de l'environnement domine l'attention du public, la multifonctionnalité des communautés rurales se dégrade. Les membres de la classe paysanne continue à perdre leurs fermes et leur mode de vie. En dépit de l'image de la France comme partisan de la bonne cuisine et comme adversaire aux pratiques agricoles technologiques, son industrie agricole est la proie au contrôle centralisé qui produit une alimentaire de pauvre qualité. Leur ascension est au dépens de la classe paysanne, autrefois prospère, maintenant une société décroissante dont le destin est indépendant de sa volonté.

Références bibliographiques

Barlow, Julie, "Paysan ? Militant, plutôt," *Actualité* 25.7 (1 May 2000): 52-56.

Bremner, Charles. "The new Asterix; Interview." *The Times* (London, England) 2000: Academic OneFile. Web. 31 Mar. 2014.

Bruneau, Ivan. La Confédération paysanne et le "movement altermondialisation". *L'international comme enjeu syndical*. Ln: *Politix*. Vol. 17, N°68. Quatrième trimestre 2004. Pp. 111-134.

Charles, L., and B. Kalaora. "A New Name For The Ministry Of Environment In France Or From The Ministry Of The Impossible To The Administration Of Oblivion." *Natures Sciences Societes* 11. (2003): 58-60. British Library Document Supply Centre Inside Serials & Conference Proceedings. Web. 31 Mar. 2014.

Davies, Lizzy. "French Farmers Bring Rural Reality to Champs Elysées." *The Guardian*. Guardian News and Media, 24 May 2010. Web. 16 Apr. 2014.

Duclos, Denis, and Jocelyne Smadja. "Culture And The Environment In France." *Environmental Management* 9.2 (1985): 135. Publisher Provided Full Text Searching File. Web. 31 Mar. 2014.

Dwyer, Janet, et al. "European Rural Development Under The Common Agricultural Policy's 'Second Pillar': Institutional Conservatism And Innovation." *Regional Studies* 41.7 (2007): 873-888. Business Source Complete. Web. 31 Mar. 2014.

Dwyer, Janet. "Transformation For Sustainable Agriculture: What Role For The Second Pillar Of CAP?." *Bio-Based And Applied Economics* 2.1 (2013): 29-47. EconLit. Web. 31 Mar. 2014.

Eakin, Emily. "Unhappy Meals. " *New York Times* 20 Jan. 2002: 13. Print.

Glachant, Matthieu. *Implementing European Environmental Policy : The Impacts Of Directives In The Member States* / Edited By Matthieu Glachant. n.p.: Cheltenham, UK ; Northampton, MA : Edward Elgar, c2001., 2001. OHIO UNIV - MAIN's Catalog. Web. 1 May 2013.

Gordon, Philip H., and Sophie Meunier. "Globalization And French Cultural Identity." *French Politics, Culture And Society* 1 (2001): Academic OneFile. Web. 31 Mar. 2014.

Hollande, François. 2 Octobre 2013. *Intervention de M. Le President de la République Lors du 22ème Sommet de l'Élevage*. Cournon, Bretagne.

Jeffries, Stuart, "José Bové: What's Your Boeuf?" *The Observer* 12 November 2000: 27.

Kingsnorth, Paul, "Have-a-go Hero," *The Ecologist* 30.4 (June 2000): 38-40

Kline, Michael B., and Nancy C. Mellerski. *Issues In The French-Speaking World* / Nancy C. Mellerski And Michael B. Kline. n.p.: Westport, Conn. : Greenwood Press, 2004., 2004. OHIO UNIV - MAIN's Catalog. Web. 31 Mar. 2014.

Lichfield, John. "Landscape of French Farming Set to Change as President François Hollande Channels Subsidy to Smaller Producers." *News Today Online* 2 Oct. 2013: n. pag. Print.

Lowe, Philip, Henry Buller, and Neil Ward. "Setting The Next Agenda? British And French Approaches To The Second Pillar Of The Common Agricultural Policy." *Journal Of Rural Studies* 1 (2002): 1. Academic OneFile. Web. 31 Mar. 2014.

Martin Fletcher in Brussels and Charles Bremner in, Paris. "French ban on British beef is declared illegal." *Times, The* (United Kingdom) n.d.: Newspaper Source. Web. 31 Mar. 2014.

Northcutt, Wayne. "Jose Bove Vs Mcdonald's: The Making Of A National Hero In The French Anti-Globalization Movement." *Proceedings Of The Western Society For French History* 31.(2003): 1. Historical Abstracts. Web. 16 Apr. 2014.

Nougayrède, Natalie, ed. "Hollande Sur La PAC : La "première Priorité Sera De Soutenir L'élevage"" *Le Monde*. Louis Dreyfus, 2 Oct. 2013. Web. 16 Apr. 2014.

Ogden CL, Carroll MD, Kit BK, Flegal KM. Prevalence of obesity in the United States, 2009–2010. NCHS data brief, no 82. Hyattsville,MD:National Center for Health Statistics. 2012.

Reynolds, Siân. "Dijon In May 1968: Local Politics, The Spectre Of Anarchy And The 'Silent Majority'." *Modern & Contemporary France* 16.2 (2008): 195-208. Sociological Collection. Web. 31 Mar. 2014.

Sage, Alexandria. "French Farmers Block Paris Highways over Tax Protest." Ed. Mark John. Reuters. N.p., 21 Nov. 2013. Web. 16 Apr. 2014.

Schnitzler, Annik, et al. "Naturalness And Conservation In France." *Journal Of Agricultural And Environmental Ethics* (2008): AGRIS. Web. 31 Mar. 2014.

Szarka, Joseph. *The Shaping Of Environmental Policy In France*. (2001): HathiTrust. Web. 31 Mar. 2014.

Upite, Ilze, and Irina Pilvere. "The Eu Common Agricultural Policy For Agricultural And Rural Development." *Management Theory & Studies For Rural Business & Infrastructure Development* 27.3 (2011): 183-190. Business Source Complete. Web. 31 Mar. 2014.

Wilson, Geoff. "Multifunctional 'Quality' And Rural Community Resilience." *Transactions Of The Institute Of British Geographers* 35.3 (2010): 364-381. Academic Search Complete. Web. 31 Mar. 2014.

Wilkinson, Guy. *European Community Commission. Agriculture and the Problem of Surpluses*. Bruxelles: European Community Commission, 1980. Web.

Wolfwood, Theresa, "José Bové: The Farmer Who Plowed the Golden Arches," *Briarpatch* 30.7 (September 2001): 16-18 (17 January 2002 LN).

Zahrnt, Valentin. "Second Pillar." Reform the CAP RSS. Reform the CAP, 2010. Web. 17 Apr. 2014.

"77% Des Français Font Confiance Aux Agriculteurs." *France-Monde*. Ed. Christian Battesti. L'Alsace, 24 Feb. 2013. Web. 16 Apr. 2014.

"Conditions D'émergence De La Confédération Paysanne Et Conditions De Production D'une Nouvelle Idéologie Paysanne : Éléments Pour Une Socio-Histoire Du Mouvement Progressiste Paysan." (2004): OAIster. Web. 31 Mar. 2014.

"French Farmers Protest by Herding Sheep to the Louvre." *France24* [Paris, France] 28 Mar. 2014.

"French Farmers Smash Eggs in Protest." *BBC News*. N.p., 8 Aug. 2013. Web. 16 Apr. 2014.

"Jose Bove: "Asterix" Is at It Again." Agence France-Presse [Paris, France] 30 Jan. 2001: Print.

"José Bové: "The EU Should Give People a Taste for Local Food"" European Parliament. Web. 31 Mar. 2014.

OECD Health Division (November 21, 2013). "OECD Health Data 2013 - Frequently Requested Data". Paris: OECD. Retrieved 2014-01-21.

"Political Agreement on New Direction for Common Agricultural Policy." EUROPA. European Commission, 26 June 2013. Web. 16 Apr. 2014.

"Pour Une Autre PAC » La PAC En Bref Piliers Et Budget » La PAC : Pourquoi Deux Piliers ?" Pour Une Autre PAC RSS. Association PAC 2013, 26 Jan. 2012. Web. 16 Apr. 2014.

"QUI SOMMES-NOUS ?" Confédération Paysanne. N.p., 2012. Web. 17 Apr. 2014.

"Réforme De La PAC – Explication Des Principaux éléments." EUROPA. European Commission, 28 Oct. 2013. Web. 16 Apr. 2014.

Vivre mieux : Vers une société écologique : 2012 programme d'actions pour les temps qui viennent. Paris: Les Petits matins, 2012. Print.

English Abstract

Table of Contents

Introduction.....	60
When French Protectionism Fell: The Influx of Industrial Gastronomy.....	64
The Case of José Bové.....	66
Farmers' Syndicates: <i>La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles</i> (FNSEA) and <i>la Confédération Paysanne</i> (CP).....	68
The Problems of Small Shareholders: Subsidies Beyond Their Reach.....	70
The Structure of the Common Agricultural Policy (CAP) and Rural Multifunctionality.....	73
Abandonment of the Peasant Agricultural Model in France.....	76
The Rise of Large-Scale Farms.....	79
Conclusion.....	81

Introduction

As rural communities find themselves continuously pushed towards urbanization, the French provincial-farmer class clings to its landholdings and its heritage. New investments in expensive farming equipment and techniques are replacing the need for manual labor in the countryside as productivist methods hike the supply of agricultural products to excessive levels, depress prices, and seize market share. While large food and agriculture corporations in France are more tightly regulated than they are in countries such as the United States, legislation at both the national and European levels have favored more efficient agricultural operations to the detriment of traditional small farms. This thesis explores the viability of reinvigorating sustainable rural communities in France and the benefits of supporting less-intensive, more traditional farming practices.

Faced with the ascendant forces of globalization and capitalism, the very nature of the agriculture industry finds itself at a crossroads. On one side lie the dominant and persuasive proponents of industrialized agriculture. Through the use of genetically modified organisms (GMOs) to produce pest-resistant and high-yield crops, the utilization of antibiotics and hormones to increase livestock yields, and by adopting short-sighted perspectives on environmentally damaging practices, these large-scale farming operations seek profitable markets and high levels of production. Their simplified and easily-digestible rhetoric has been powerful amongst the public for some time. Large agribusinesses argue that high levels of production achievable by technological innovation are necessary to support the world's exploding population.

To produce more on less land is not only a profitable venture; it is a necessary and natural progression of the industry. The enormous financial resources of these corporations have allowed them to form powerful lobbying groups that combat anti-productivist legislation and cement their position in the agriculture sectors of developed countries.

The alternative is supported by small landholders in the farming industry: rural inhabitants who typically have inherited farming as a profession. Independent farm owners, with average farm size around 56 hectares, face economic pressure from much larger agricultural operations. While their practices are significantly less efficient, more labor-intensive, and result in lower yields, proponents of a return to more “traditional” agriculture argue that productivism should not be the primary goal. Indeed, they argue, productivism has many negative long-term effects such as the displacement of a longstanding social class, the desertification of rural communities, impoverishing of third-world farmers with competition from cheap imports, and the destruction of gastronomic integrity.

This battle rages particularly strong in France, where regional foods are not only an integral attraction for the flourishing tourism business, but also a vital element of French identity and culture. The powerful productivist cartel in France, *la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles* (National Federation of Agricultural Holders' Unions, FNSEA), has enjoyed a high level of influence in agricultural legislation since its formation in 1946. However, in light of recent concerns about the sustainability and long-term effects of productivist methods, predominantly fueled by

the ecology movement, the French public's support for a local, traditional, and even romanticized vision for agriculture might swell. José Bové, a deputy in the European Parliament, stands as the primary proponent of this movement.

Bové's arguments against industrial agriculture extend beyond the question of its health and environmental risk factors, which are contested in the World Trade Organization (WTO) and European Union (EU). Bové takes a stance against the invasion of *la malbouffe* (roughly translated as "junk food") which has flooded the French markets and threatened their culinary, and therefore cultural, identity. This stance cannot be supported by agricultural scientists at the WTO, which leaves room for the peasant farmer to fill the role of expert in the French culinary field. While arguing against the influx of foreign food in the name of preserving cultural heritage is not a sufficient reason to justify protective trade legislation, it inspires interest among the public. *La Confédération Paysanne* (The Peasant Confederation, CP), a syndicate for small farmers supporting time-honored and conservative practices, represents these small landholders and culturally-minded French.

As an alternative to the industrialized agriculture model, Bové offers a vibrant countryside that is inhabited by a working class of farmers. A cyclical threat to the agricultural provincial class is posed by industrialized agriculture that displaces workers, turning rural communities into service deserts which in turn encourage an exodus to urban areas. While economic efficiency and prosperity in some areas of the economy are strengthened by productivist methods, sustainable and self-sufficient rural communities are desirable for the multifunctional benefits they offer to society.

Besides preventing unforeseeable consequences of intensive agriculture and preserving the cultural heritage of France, the presence of strong rural communities offers unique social, economic, and environmental benefits that strengthen society in the long-run.

My thesis examines how public concerns over the costs and benefits of productivist methods were inspired by the environmental movement, and how the broad base of the movement has come to support the peasant-farmer class. The opposing goals of the major farming syndicates are analyzed in order to determine how they threaten or support rural populations. Particular attention will be focused on the case of José Bové as a leader of the peasant movement and challenger to industrial agriculture. The concentration of French arable lands in the hands of a few industrialized operations in recent years is examined alongside the innate advantages of large farms and the legislation that facilitated this transition. The most important piece of legislation is the European Union's Common Agricultural Policy (CAP), which historically granted disproportionate amounts of subsidies to large-scale, productivist operations at the expense of the small landholding class. Finally, the concept of multifunctional rural communities is explored. Action necessary for the development of these communities is explained, and current legislation supporting the strengthening of society in the countryside is analyzed in order to determine ways in which it can be improved.

By examining these factors, the sustainability and possible revival of French rural communities and the small landowning farming class will be assessed. Although there

has recently been a greater emphasis on supporting rural development, I conclude that the public's problematic preoccupation with environmental quality combined with the well-established position of large, industrialized farms in France will still inhibit the development of truly defensible rural populations.

When French Protectionism Fell: The Influx of Industrial Gastronomy

At the beginning of the 20th century, half of the French population lived in villages scattered throughout the countryside. Farmers enjoyed a high level of economic protection granted by the national government. At this point in time, society recognized the inherent importance of protecting this unique social class of traditional peasants (Kline and Mellerski, 234). Unfortunately, protectionist policies do eliminate the need for innovation in industry, which is encouraged by competition. Without the incentive to develop more efficient practices, protected small landholders would become inefficient, in comparison to larger French and foreign farms, and more dependent on government support.

After World War II France offered financial aid to its farmers for modernization. It is worth noting that instead of reducing trade barriers and igniting innovation by allowing competition, an economic survival of the fittest which might have displaced small farmers, the national government sought rather to develop its peasant class. However, as debt has been traditionally avoided by smallholders, the success of this modernization effort was limited.

While technological innovation was occurring in the agriculture industries elsewhere, France attributed more value to the support of the provincial class. There are many cultural and political reasons for this perspective. Historically, governments in France have changed much more easily and frequently than in the United States, which has maintained the same structure of government for over two hundred years. Patriotism is more associated with the identity of being French than with bestowing full faith and confidence in the French government. This disassociation of national identity and national government explains in part the French tendency towards protests and strikes when displeasure arises from governmental decisions. The displacement of the once large social class of farmers, which could have arisen from allowing unprotected and unsubsidized competition, would, therefore, not be an option for the newly established Fourth Republic (1946-1958) and Fifth Republic (1958-present) of France. Indeed, France's seemingly "outdated" attachment to its inefficient small farming class during the early days of the Fourth and Fifth Republics may be labeled a highly political decision.

While this policy did slow the transition to industrialized agriculture, it did not prevent it altogether. Exports of French agricultural products rose during the 1970s, but began to contract in the following decade. Shelves in supermarkets began to be filled with fast food-type items, which the French accepted with enthusiasm, viewing them as affordable, convenient, and safe. Large financial resources of bigger food corporations allowed them to market their products flamboyantly and effectively. In response to this increasing demand, developers of these food products obligated

farmers to sign contracts dictating types and levels of crop production (Kline, Mellerski, 235). Today, France faces a population less concerned with health, gastronomic identity, and the rise in international competition.

According to the French and other members of the European Union (EU), the methods used by foreign agriculture industries are worrisome. In 1988, the EU forbade the importation of beef treated with hormones until its safety could be proven (today there is still no consensus). More food crises during the 1990s (mad cow disease in Great Britain in 1996, and the 1999 contamination of chicken in Belgium being the most serious) reinforced the mistrust of these little-understood methods. The EU's beef embargo predominantly affected the US, which submitted the case to the World Trade Organization (WTO). In response, the WTO authorized Washington to impose 100% tariffs on several European products, effectively doubling their price in American markets. Roquefort cheese was among these products, and the harm done to its sales inspired the retaliation of José Bové, a farmer who evokes the very image of the independent French farmer.

The Case of José Bové

With his small frame and thick mustache, José Bové brings to mind the famous French cartoon character Astérix who illustrates the Gaelic struggle of France's ethnic ancestors against the quasi-global conquest of the Romans. These two objectors to global forces attempt to preserve their heritage in the face of armies which are, according to all evidence, almost unbeatable: Astérix against the Romans, and Bové against global capitalism which menaces French gastronomy and culture.

Born in 1953 to educated parents who taught at the University of California, Berkeley, Bové's upbringing was not that of a rural farmer. Such a life began for him in 1976 when he joined *la lutte du Larzac* (The Fight for the Larzac, 1971-81), a movement protesting governmental confiscation for military purposes of the Larzac region in the south of France used traditionally for sheep. Bové occupied this region alongside 60,000-100,000 other protestors during the last five years of the demonstration until the newly-elected President François Mitterrand abandoned the military project in 1981. After the protest's success, Bové took up sheep farming and cheese-making, producing Roquefort cheese in the Larzac.

Since 1925, Roquefort cheese has benefited from *la loi sur les appellations d'origine contrôlée* (controlled designation of origins) which declares that a cheese not aged in Roquefort-sur-Soulzon cannot be labeled "Roquefort" (Barlow, 3). Another piece of legislation that sacrifices efficiency for gastronomic integrity, this law effectively prevents the industrialization of Roquefort production and gives control of the product to a small group of local farmers. The law extends beyond French borders, and this international monopoly gives a certain degree of necessary price control to peasant farmers.

The punitive tariffs that the US imposed greatly affected Bové and his fellow Roquefort farmers. In an act of defiance, Bové descended on a McDonald's under construction in Millau, France on August 12, 1999. Accompanied by other members of his syndicate the *Confédération Paysanne* (CP), armed with hammers, crowbars, and other tools, they symbolically attacked American capitalism and industrialized

food production by literally dismantling the construction site. After being arrested while having lunch at a nearby traditional restaurant immediately following the demonstration, José Bové became an overnight celebrity and attracted attention to his cause with the CP.

Farmers' Syndicates: *La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles* (FNSEA) and *la Confédération Paysanne* (CP)

Farmers' syndicates never held much influence in France before the end of World War II. The minister of agriculture in 1944, François Tanguy-Prignet, dissolved *la Corporation Paysanne*, dominated by conservative grain farmers who were tied to the collaborating Vichy government. The FNSEA was formed in response to this power vacuum, and was reputed to consist of members of the French resistance.

The FNSEA encourages a vision of industrialized agriculture, and today its members belong to large agribusinesses which José Bové and other peasant farmers oppose. Until very recently, agriculture policy in France was very much influenced by the FNSEA, favoring large exploitations by rewarding high production. This productivist policy poses a substantial threat to small farmers.

La Confédération Paysanne (CP) was founded in 1987 with the union of *la Fédération nationale des syndicats paysans* and *la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans*. At the time of its formation members numbered around 10,000. Currently there are around 15,000 but at its height, in the wake of the attention on Bové, the CP boasted a membership count of over 40,000 (Kingsnorth,

39). Succinctly put, the CP wants agricultural autonomy for individual nations and revision of policies enforced by the European Union and World Trade Organization, a contradiction to the trend towards globalization.

The CP assigns three basic functions to agriculture: to **produce** a safe food supply of quality for all; to **employ** many peasant farmers, fighting against rural exodus, and reinvigorating rural communities, notably by supporting small farms; and to **preserve** natural resources and landscapes for future generations by excluding dangerous methods of production, whether their effects are explicitly dangerous or not yet understood (*Qui Sommes-Nous?*).

The first goal of producing a safe food supply is critiqued by productivists, who argue that their methods are safe and that more crops are necessary to support growing populations. This rhetoric serves as the basis for their justification of genetically modified organisms (GMOs) and other technologies that increase yields. Defenders of these methods point out, for example, that by refusing the distribution of genetically modified rice to starving nations, the EU and France hold on to their selfish ideals at the expense of poorer nations. In reality, the CP is allied with many farmers in third-world countries who are disadvantaged by laws supporting the aforementioned imports.

As a result of the Marrakech Declaration of 1994 enforced by the WTO, any country that exports agricultural products must also open its borders to import 5% of its national food consumption, greatly weakening protective trade barriers. The

cheaply produced, subsidized exports of developed countries flood underdeveloped markets, forcing food prices down (a process known as “dumping”). While on the surface this effect may seem positive, the depression of prices devastates the industries of domestic farmers who cannot produce their crops as cheaply. As a result, they are forced into poverty and pushed back to subsistent agriculture. Alain Soulie, who dismantled the Millau McDonald’s alongside Bové, criticized this law in 2002 by stating: “In 1993, the Philippines were self-sufficient in rice production, but since the imported rice entered at dumping prices, all national production collapsed. Who profited? Rich countries which subsidize their farmers” (Barlow). The CP stands alongside these disadvantaged smallholders.

The Problems of Small Shareholders: Subsidies Beyond Their Reach

While France espouses opposition to techniques employed by large productivist agricultural operations, its recent policies have nevertheless supported these more efficient ventures. This favoritism of large operations has been clearly illustrated in the past ten years, as they acquire an increasingly disproportionate amount of arable lands. The number of farms larger than 200 hectares (ha) increased from 14,500 to 20,600 between 2000 and 2010. The number of small farms measuring less than 50 ha decreased from 497,400 to 323,800 during the same decade, as large operations seized more and more arable lands (Agreste - Recensements agricoles 1988, 2000 et 2010).

This concentration of control is worrisome for those who fear that farms will grow too reliant on large food corporations (many of which are foreign, such as McDonald’s)

that contractualize yields. With more land in the hands of a minority concerned primarily with profits, agriculture grows more susceptible to such conditions.

The objectives of the CP are also threatened by this rapid decrease in smallholders. Its vision of a countryside where modern peasants employed on farms can never be realized if large exploitations, which replace manual labor with mechanical capital, continue their current rise. While France espouses its support of the preservation of rural communities, it has supported EU legislation which awards the majority of financial aid to large, industrialized grain and dairy farms. However, in October 2013, President François Hollande announced that he was going to shift the flow of the EU's Common Agricultural Policy (CAP) subsidies from the aforementioned industries to small farmers of sheep, beef, fruits and vegetables. Hollande declared: "What we want is an agriculture of quality, because without quality, there is no longer the label of 'France'" (Hollande, *22ème Sommet de l'Élevage*).

The President argues that this higher quality justifies higher prices for smallholders, which is true only if the demand for such quality exists. The underlying problem is that industrially produced products cost much less and are marketed much more aggressively. For these reasons, it is unlikely that sufficient demand exists to ensure fair revenue for small farmers. Assessing whether the French would accept higher prices for higher quality is difficult. Surveys may be misleading as respondents may not be entirely honest. Nevertheless, a recent survey by the newspaper *Dimanche Ouest-France* conducted in 2012 states that 77% of the French express respect for farmers and responded:

Do you believe farmers are...	Yes
Respectful of the environment?	58%
Respectful of the health of the French?	69%
Competitive?	58%
Dependent on public aid?	47%
Are you prepared to pay more for food products to ensure fair revenue to farmers ?	61%

Source : L'Alsace.fr 2013

According to this survey, among the 61% of French who said that they were ready to pay more to ensure a fair revenue to farmers, 36% said that they were ready to pay 5% more and 20% said that they would pay 10% more. Without more subsidies, it is very unlikely that this small concession from the consumer is sufficient.

At this time, the largest farms (grain and dairy producers in the north and east of France) receive around €375 in subsidies from the PAC per hectare. Cattle raisers in the south receive an average of only €208, amongst which there are some who receive only €150 (Lichfield). This inequality is in part to blame for the decrease in the number of farms because it favors large-scale producers. To combat this issue, President Hollande plans to award more subsidies for the first 52 hectares of land to better benefit smallholders, and declared that no one will receive less than 70% of the average subsidy by 2019 to better balance the aid (Lichfield).

In spite of these moves to support smallholders, Bové and Laurent Pinatel, spokesperson for the CP, admit their disappointment. The *Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricole* (FNSEA) is still a powerful lobbying force and Bové accuses President Hollande of having cowed before them (Nougayrède). He is

disappointed that these new policies do not address any environmental issues, while Pinatel says that Hollande did not do enough to meaningfully address the issue of unequal subsidies. According to Pinatel, “This takes a bit from those who have a lot and redistributes little” (Nougayrède).

The Structure of the Common Agricultural Policy (CAP) and Rural

Multifunctionality

The CAP, one of the most expensive programs of the EU, was introduced in 1962. Initially it aimed to increase agricultural production and to ensure a fair quality of life for farmers, but it has since evolved to include support for responsible and sustainable agricultural practices (*Pour une autre PAC*). It relies on aggressively protectionist policies and subsidies to achieve these goals. In 2009, the program consumed 49% of the EU’s budget and is often criticized as an inefficient, expensive program.

The CAP is the most important collection of agricultural legislation in France. In 1999 its function was divided into two “pillars”: production support, which was its original goal, and rural development. This new second pillar is concerned with the preservation of rural societies, sustainable development of agriculture, and environmental quality, goals which are quite harmonious with those of Bové and the CP.

The concept behind the pillar of rural development is based on the multifunctional benefits of cultivating strong rural societies. Multifunctionality is the idea that the possible benefits of activity in the agricultural sector extend beyond production levels,

which are too often the only measures of success examined or valued. By encouraging the formation of strong, sustainable, well-developed rural communities, long-term benefits and services may be received by society as a whole. These include the preservation of land, environmental quality (as intensive productivist methods are very draining on natural resources), cultural heritage, gastronomic heritage, social diversity and France's very important tourism sector. The second pillar of the CAP aims to create durable rural societies, or those which are independently sustainable and able to endure hardship. A community exhibits strong multifunctionality when capable of surviving hardship, while communities exhibit weak multifunctionality when they are vulnerable to threats.

To grow rural communities which have strong multifunctionality, three types of capital must be developed: economic, social, and environmental. Economic capital refers to financial or physical capital. General economic well-being, income streams from diverse sectors besides agriculture, and low dependence on agricultural subsidies are marks of strong economic capital. Provincial France exhibits none of these traits today. Social capital is concerned with division of social power, decision-making capabilities, and the presence of educated individuals. The rural exodus and displacement of the agricultural workforce, along with the aging provincial population, are characteristics of poor social capital in France today. Finally, environmental capital may be developed by having access to responsibly-managed natural resources. To create sustainable rural communities, all three types of capital (economic, social, and environmental) must be well-developed (Wilson, 371).

One weak element may reinforce the poor development of others. For example, current agricultural overproduction prohibits variable income streams (such as those from tourism and regional, high quality products) from prospering. Additionally, overproduction requires subsidies and contributes to environmental degradation. Meanwhile, a lack of services encourages the exodus of the youth and aging of the population.

The development of one or two of these three will not produce a sufficiently durable community resistant to all types of shocks. The problematic tendency to develop exclusively economic capital is due to the immediate, transparent impact. However, to maximize resilience, all three must receive equal attention. Currently, the public concerns itself with environmental quality. Politicians respond to this pressure by increasing spending on environmental quality and limiting ecologically-damaging practices. Unfortunately, politicians seem reluctant to spend on programs that strengthen social capital. Benefits of strong social capital are more remote, programs can be difficult to monitor and manage, and its importance is difficult to communicate to the voter. As a result, this is the most neglected type of capital.

The ranking of importance (economic and environmental over social capital) is apparent in the second pillar's budget. In 2009, the budget of the CAP's rural development plan amounted to €13,623 million (a small amount when compared to the budget of the first pillar of production support, which totaled €41,131 million). Its budget is divided into three "axes" which correspond to the three different types of capital that must be developed. Between 2007 and 2013, 35% of the second pillar's

budget was used to increase the competitiveness of the agriculture and forestry sectors (economic capital), with another 44% aiming to better the environmental quality of the countryside (environmental capital). Finally, a mere 19% of the budget was spent on increasing the quality of life in rural zones and on encouraging diversification of their economies (social capital) (Zahrnt).

Assuming that the goal of the government is to ensure a good quality of life for rural populations and not to urbanize them, it is necessary to grow all types of capital to create a durable social class. Limiting the influence of foreign industrial and productivist forces is necessary to stabilize and establish a class of provincial farmers.

Abandonment of the Peasant Agricultural Model in France

For a time, the goal of agricultural development has been to keep up with growing populations and economies. The subsidies of the CAP aimed to protect the agriculture sector in Europe against paralyzing international competition, allowing their own farmers to modernize while ensuring fair prices to the consumer. For decades all went well, but today the industrialization of agriculture threatens the way of rural life and pushes smallholders more and more into the hands of large farming operations. This section will examine the characteristics of industrial and post-industrial agriculture, which has been the path of the agriculture sector in France, and its current return to support small producers.

In her book *Food, Farms & Solidarity: French Farmers Challenge Industrial Agriculture and Genetically Modified Crops*, Chaia Heller depicts these visions of

industrial and post-industrial agriculture. Similar to urban industrialization, which is encouraged by economic competition, the industrialization of agriculture begins by welcoming a workforce and centralizing production and control into the hands of a minority. Post-industrialization evokes an image of a city full of abandoned factories and a displaced workforce, with executives having found more cost-efficient substitutions for manual labor. Heller affirms these stages exist in the post-industrial rural world, and the gradual desertification of provincial France supports her claim.

Industrialized agriculture involves increased production by more efficient management, the use of new chemicals and technologies to increase production, monocropping, a dependency on subsidies, production of “modern” alimentation (fast foods), a rhetoric supporting the model as necessary for the progression of society dominated by a logic of efficiency and profit. Productivity as a primary goal is generally accepted by the public. Indeed, productivity has been very effective in Europe. The EU cites that milk production increased by 33% between 1960 and 1979 while the number of cows remained constant at 25 million. Similarly, average wheat yields increased by 28% from 1968 to 1978 without using more arable land (Wilkinson, 5). This greater productivity did result in a decrease in prices, however. Between 1970 and 1977 the price of milk fell by 30%, and the price of wheat saw a decline of around 40%. Revenues for smallholders still fell, as subsidies were not enough to ensure a sufficient profit.

France currently finds itself in a state of post-industrial agriculture. According to Heller, these characteristics include: a production of surplus crops as a result of

intensive, chemical, subsidized practices; deregulation of trade policies that limit profits; dumping of surplus crops on developing and third-world markets; a reduction of biodiversity due to monocropping; a negative public opinion of foods produced, viewing them as unsafe, of low quality, and too far from traditional practices (and a resulting renaissance of appetite for local, artisanal products); the abandonment of rural zones; and an oppositional anti-globalization rhetoric.

Armed with more knowledge of the questionable production techniques employed by large exploitations, the public has begun to feel that productivism should not be the main goal of agriculture. Worries about GMOs, propagated by Bové and the CP, have spread throughout Europe and especially throughout France. Their arguments, that there will be no natural crops if genetically modified plants pollinate nearby crops, that allergies may be more difficult to avoid if DNA of organisms is mixed, and that a fatal susceptibility of GMOs could appear after eradicating natural strains, along with all other unforeseeable consequences, are recognized by the French public (Kline, Mellerski, 238).

This mistrust of post-industrial methods is evident in the recent rise in sales and production of organic products. In response to this higher demand, French farmers have increased production, with 517,965 ha of land dedicated to the production of organic goods in 2002. The amount of land nearly doubled by 2012, to 1,032,941 ha (or 3.82% of total arable land in France) of organic farmland (Source: Agence Bio).

The associations of large farming operations with productivist, post-industrial methods that are chemicalized and questionable have pushed public faith back towards small producers. With this new preoccupation with food quality, France could distance itself from commercial food back towards regional products.

The Rise of Large-Scale Farms

The takeover of large farming operations has greatly decreased the number of small landholders, and the trend shows little sign of stopping. The total number of small farms (defined as those less than 50 ha) and medium-sized farms (between 50ha and 200ha) both decreased by more than half between 1988 and 2010, while the number of large farms (those exceeding 200 ha) increased (Agreste - Recensements agricoles 1988, 2000 et 2010).

In the past, large farms occupied themselves with the production of milk and grain which were the most highly subsidized and the most profitable. Currently in France, their focus is not as narrow and they participate in almost every branch of agriculture. Therefore stiff competition exists for French smallholders in almost every domain. Large and medium-sized operations control almost all dairy farms, and are very present in poultry, cattle-raising, and horticulture.

Being generally more efficient with more product to sell, larger farms are capable of offering lower prices, focus as little as possible on quality, and receive a large portion of subsidies from the CAP. Their need for these subsidies is questionable, as 30% of aide goes to cereal producers, and 53% of farms receive 85%

of the total subsidies. The industries receiving more subsidies are usually those dominated by large farms. For example, 21% of financial aid went to grain farms, which was more than any other agricultural industry received. Receiving the second highest level of subsidies were the dairy farms, which received 17%. These industries are almost entirely dominated by large-scale farms (Agreste - Recensement agricole 2010).

French agriculture has been wandering towards this model for decades, but the awakening of concerns over ecology, presence of foreign food corporations, and unforeseeable long-term consequences have brought about criticisms that call more and more forcefully for the return to small agriculture, motivated by quality rather than productivity.

The negative environmental impacts of these practices can arrive very far in the future, and the attraction of short-term profits encourages corporations and individuals with the necessary resources to exploit the opportunity. Additionally, pollution and negative effects of industrialized agriculture are generally externalized; that is, they are passed onto society rather than the polluter paying for their cleanup (a problem of lacking property rights tied to public goods). Finally, if an individual were to abstain from these irresponsible practices, others would profit from them anyway and the firm unwilling to pursue efficiency at all costs would go bankrupt. Only well-enforced legislation can ensure that firms in the agriculture industry do what is beneficial in the long-term.

Conclusion

As the independent farming industry continues to be displaced by its more-efficient, industrial counterpart, rural traditions are on a rapid descent. The French government's proclaimed support for small farmers does little to conceal the fact that it has been supporting legislation that bolsters the already powerful position of large farming operations and the FNSEA. France has so far protected its borders from the questionable methods of hormone, antibiotic and GMO use. Concerns over these technological dangers have taken attention away from the fact that the social class of rural farmers, once the backbone of society, are facing immediate threats from the large productivist farms which employ whatever means possible to increase yields and maximize profits.

Legislation that obliges agricultural enterprises to conform to ecological standards in order to receive subsidies is a possible solution to this problem, and a way to improve environmental quality. Nevertheless, if France truly desires to preserve its provincial farming class, it must finance agriculture, their main industry, and cease awarding the majority of aid to large farming corporations that seek to close them. Therefore, a size-adjusted eco-tax which forces large-scale agribusinesses capable of operating profitably with increased costs could be imposed to increase environmental quality for the majority of agricultural operations. Small farms, incapable of enduring greater costs that come with the tax, could be exempt and receive a new and much needed advantage.

Recent attention has been refocused from the environmental movement to the question of industrial agriculture. Much of this spotlight is due to Bové's overnight fame in 1999 and his continuing influence today. However, environmentalism still sits at the heart of the public's concern, and to them its concrete benefits outweigh the more abstract, long-term fruits of encouraging the development of social and economic multifunctionality in the countryside. Without creating an educated, empowered rural population, and diversifying and strengthening income streams, policies will merely treat the symptoms of poor environmental quality rather than remedying its underlying causes. Rural communities will be unable to support themselves unless all three types of capital (economic, social, and environmental) are sufficiently strengthened by the second pillar of the Common Agricultural Policy.

The possible negative effects of industrial agriculture have been at the forefront of rhetoric against the expansion of large farming operations. The resulting revival of interest in local/regional, artisanal products, and the culture attached to them, is slowly bringing the public back towards the romantic image of provincial France. Unfortunately, concerns over food quality, taste, and gastronomic integrity are not recognized as legitimate arguments against the industrialization of the food supply by the WTO. Consumers must vote with their money by supporting either a more expensive industry of integrity and tradition which strengthens the provincial class, or by paying less for mass-produced food that is displacing rural workers. Legislation cannot force this choice; individuals must choose what they value.

As the initial goal of the Common Agricultural Policy, productivist achievements have been celebrated for the last half century. However, they continue to be the only measure of success in the eyes of many. The costs of supporting productivist methods are high and include environmental degradation from intensive practices, the displacement of an entire social class both in France and in developing nations, the adoption of questionable technological processes, and the exploitation of the agricultural sector as a source of profit rather than a means to produce high-quality products. Upon examining these negative effects, it is clear that supporting the continued overproduction of agricultural products demonstrates a short-sighted perspective of its true costs and benefits.

Given the current circumstances in France, it is unlikely that the rural farming class will see a revival in the near future. As the Common Agricultural Policy continues to support productivist operations and environmental concerns dominate public attention while the multifunctionality of rural communities degrades, members of the provincial farming class continue to lose their farms and way of life. Despite France's image of a patron of food quality and an adversary of technological farming practices, its agricultural industry is falling prey to centralized control which produces lower-quality product. Their rise in power comes at the expense of the once thriving farming class, now a dwindling society whose fate is beyond its control.